

Document

Articles de presse de juin 2012

Table des matières

France

Politique

- Ventes d'armes et corruption, mode d'emploi. (13.06)
- Jean-Marc Ayrault prépare l'opinion aux "efforts" à venir. (15.06)
- Crise de la zone euro: «Hollande a tort», clame le «Wall Street Journal». (26.06)

Social

- Les ménages pauvres accèdent à la propriété au prix d'un fort endettement. (01.06)
- Les millionnaires français ont résisté à la crise. (01.06)
- Expulsables, en galère de logement, ils interpellent le nouveau gouvernement. (10.06)
- L'emploi dans la fonction publique recule nettement en 2011. (13.06)
- 11% des Français souffrent de la solitude. (26.06)

Economie

- Le marché du luxe reste un roc dans la tempête, mais confronté à des défis. (06.06)
- Dix chiffres à connaître sur les salaires en France. (27.06)
- Les entreprises du CAC 40 ne valent plus que leurs fonds propres. (27.06)

International

Politique

- Etats-Unis: les secrets des cyber-attaques d'Obama contre l'Iran (06.06)
- L'Asie veut jouer un plus grand rôle en Afghanistan, dit Pékin. (08.06)
- Le régime islamo-conservateur turc se radicalise . (10.06)
- L'OTAN prépare une vaste opération d'intoxication. (14.06)
- Washington a tissé un réseau de bases aériennes secrètes en Afrique. (15.06)
- Coup d'Etat militaire en Egypte (titre du site). (15.06)
- Le parlement allemand va se prononcer sur le pacte budgétaire le 29 juin. (15.06)
- Espagne: Rajoy promet plus de réformes après l'appel du FMI. (17.06)
- Google dénonce une hausse alarmante de la censure politique sur le web. (19.06)
- Ce qu'il faut retenir du G20 de Los Cabos. (20.06)
- Rio+20 s'achève sur une série de promesses et sous les critiques. (23.06)
- L'Union européenne progresse vers le fédéralisme à petits pas et sans le dire. (23.06)
- Italie: le parlement adopte la réforme du travail, juste avant le sommet UE. (28.06)
- Allemagne: le Parlement dit oui au pacte budgétaire et au mécanisme de sauvetage. (30.06)

Social

- La Grèce confrontée à une pénurie de médicaments. (09.06)
- En Europe, les "boîtes à bébés" se multiplient. (12.06)
- Près d'un Américain sur sept ne dispose pas de couverture maladie. (20.06)
- Espagne: un conflit minier s'enlise dans le nord, la grève tourne à l'émeute. (20.06)
- Etats-Unis: une ville de 300.000 habitants en cessation de paiement. (28.06)

Economie

- La Grèce pourrait vivre avec deux monnaies, selon Edrim. (06.06)
- Colombie: le trafic de drogues profite aux banques occidentales. (09.06)
- Le Parlement européen ouvre la voie aux euro-obligations. (14.06)
- Jusqu'à quand l'Europe tolérera-t-elle la quasi guerre économique que lui mène l'Allemagne ? (18.06)
- Mécanisme européen: un imbroglio juridique retarde la ratification allemande. (22.06)
- L'Allemagne a non seulement bénéficié de la crise mais en a été aussi largement à l'origine. (26.06)
- Quatre usines automobiles sur dix en surcapacité en Europe. (27.06)

Un article de l'AFP du 31 mai 2012

Les ménages pauvres accèdent à la propriété au prix d'un fort endettement. (01.06)

Malgré la crise, les ménages pauvres et modestes sont nombreux à devenir propriétaires, au prix, notamment, d'un fort endettement, indique jeudi une étude de l'Observatoire national de la pauvreté et l'exclusion sociale (ONPS).

Selon cette étude de Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris-Ouest, après avoir nettement diminué entre 2000 et 2004, le nombre d'accédants pauvres et modestes à la propriété s'est redressé en 2005 avec l'ouverture du prêt à taux zéro à l'habitat ancien sans travaux.

En 2008, ils représentaient environ 20% du total des personnes accédant à la propriété et ce taux est resté identique en 2010, souligne l'étude.

Ce phénomène, "*a priori contre-intuitif*", s'explique par un endettement proportionnellement plus élevé que celui des ménages les plus aisés, poursuit l'étude.

En 2010, le taux d'apport personnel était de 19% pour les ménages pauvres et modestes, contre 23% pour les autres. Et sur la période 2000-2010, l'apport personnel des accédants pauvres était d'environ 29.300 euros en moyenne, contre 53.900 euros pour les ménages moyens et aisés.

Pour accéder à la propriété, les ménages pauvres et modestes supportent donc des taux d'effort (le rapport entre la dépense en logement d'un ménage et son revenu) très élevés: 37% en moyenne en 2010 (41,4% pour les ménages pauvres) contre 31% pour les autres catégories.

Le coût relatif des opérations réalisées reste aussi plus élevé pour les ménages pauvres et modestes: en 2010, il représentait 6,9 années de revenus des ménages modestes (7,9 années pour les ménages pauvres), contre 5,2 années pour les ménages moyens et aisés.

En outre, le choix du lieu où ces ménages peuvent acheter dépend fortement de leurs contraintes budgétaires, souligne l'étude. Ainsi, en 2010, seuls 0,2% des ménages pauvres ou modestes ont acheté à Paris, contre 3,6% des ménages moyens et aisés.

A l'inverse, ces derniers accèdent plus fréquemment à la propriété dans des communes de moins de 20.000 habitants et dans des communes rurales, souligne l'étude.

Un article du figaro.fr du 31 mai 2012

Les millionnaires français ont résisté à la crise. (01.06)

La richesse mondiale a été rattrapée par la crise l'an dernier. Le patrimoine financier (hors immobilier) des ménages à travers le monde a augmenté de «seulement» 1,9% en 2011, selon le rapport annuel du Boston Consulting Group (BCG) publié jeudi. Une progression très éloignée de celle enregistrée au cours des deux années précédentes (+9,6% en 2009 et +6,8% en 2010). Du coup, le club des millionnaires en dollars est resté quasiment stable par rapport à 2010 (+0,9%): à la fin de l'année, le monde comptait 12,6 millions de foyers détenant plus de 1 million de dollars (soit près de 804.000 euros) d'avoirs financiers, dont 200.000 en France. Au final, la richesse mondiale a en tout atteint 122.800 milliards de dollars!

«Le ralentissement économique constaté dans de nombreux pays et la chute des marchés financiers ont pesé sur la richesse mondiale», explique Éric Brat, directeur associé senior au Boston Consulting Group. Mais ces turbulences n'ont pas affecté de la même façon toutes les régions de la planète. Loin s'en faut. Elles ont surtout pesé sur les patrimoines financiers des ménages de «l'ancien monde» (les pays les plus industrialisés) qui ont légèrement fondu, alors que, dans le même temps, les ménages des pays émergents ont continué à fortement s'enrichir.

Patrimoine moyen de 174.00 dollars en France

En Amérique du Nord (États-Unis et Canada), qui reste la région la plus riche de la planète, la fortune des ménages, fortement investie en actions, a diminué de 0,9% en 2011 (à 38.000 milliards de dollars). Les plus riches, à la tête de plus 100 millions de dollars, ont été encore plus durement pénalisés par la tempête boursière: leur patrimoine a ainsi diminué de 2,4%. Résultat, une fois n'est pas coutume, le nombre de millionnaires américains a fortement diminué l'an dernier (129.000 millionnaires en moins aux États-Unis). Mais avec près d'un tiers de la fortune mondiale, les États-Unis comptent toujours le plus de millionnaires au monde (5,1 millions).

Vient ensuite le Japon (1,58 million), frappé de plein fouet en 2011 par un tsunami et la catastrophe nucléaire de Fukushima. Dans ce contexte difficile, la richesse des Japonais a diminué de 2% (17.800 milliards de dollars) et le nombre de millionnaires a fondu (53.000 personnes en moins). Le Vieux Continent, deuxième région la plus riche du monde (avec un patrimoine financier de 33.500 milliards de dollars), a, lui, fait les frais de la crise des dettes souveraines. Le patrimoine des foyers européens a baissé de 0,4% en moyenne.

En revanche, la prudence des épargnants français, qui préfèrent l'assurance-vie en euros et les livrets aux investissements en actions, a été récompensée. Leur patrimoine financier a progressé de 1,5% l'an dernier! Une prouesse en Europe. «En France, le patrimoine financier moyen des ménages atteignait fin 2011 174.000 dollars. Il est en hausse de 1%», précise Éric Brat. Du coup, le nombre de millionnaires en dollars est resté stable. Tout comme le nombre de foyers détenant plus de 100 millions de dollars (470).

En Chine, les millionnaires prospèrent

Dans les pays émergents, la chute des Bourses a été largement compensée par le boom de la croissance économique. «Au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine, qui ont enregistré une croissance de 15,5% en moyenne, la fortune des ménages a gonflé de 18,5%», précise le rapport du BCG.

La région Asie-Pacifique (23.700 milliards de dollars), troisième région la plus riche du monde, s'est une fois de plus singularisée. La part des ménages détenant plus de 1 million de dollars a bondi de 48%. En Chine, le nombre de millionnaires est passé en un an de 1,24 million à 1,43 million! En Inde aussi, la population s'est enrichie rapidement (162.000 millionnaires, soit une hausse de 25% en un an). Mais, c'est Singapour qui détient la palme mondiale de la plus forte concentration de riches: plus de 17% des foyers ont un patrimoine financier supérieur à 1 million de dollars! Elle est suivie par le Qatar (14,3%, le Koweït 11,8% et la Suisse 9,5%).

Les plus riches de la planète (plus de 100 millions de dollars d'actifs financiers) ont, eux, continué à prospérer l'an dernier. Leur richesse a progressé de 3,6%. Ils détenaient 7100 milliards de dollars, soit 5,8%

du patrimoine financier mondial. «*Les tendances constatées l'an dernier devraient perdurer. Le cru 2012 s'annonce modéré*», conclut Éric Brat.

Complément de l'AFP : La fortune des plus riches va encore augmenter dans les prochaines années

Comparé au nombre d'habitants, Singapour, le Qatar et le Koweït affichent le nombre le plus important de millionnaires. La Suisse, Singapour et l'Autriche hébergent quant à eux le plus grand nombre de fortunes supérieures à 100 millions de dollars, comparé à la population.

Cette tendance n'est pas près de s'arrêter, puisque les avoirs des plus riches doivent croître annuellement de 4% à 5% sur les cinq prochaines années pour atteindre 150.000 milliards de dollars d'ici à la fin 2016.

L'accroissement de la richesse continue de soutenir la demande en centres financiers "offshore" (argent placé hors du pays de résidence), malgré la pression internationale pour mettre un terme à cette pratique.

Malgré les pressions internationales, la fortune offshore a augmenté de 2,7% à 7.800 milliards de dollars. "Cette hausse a été provoquée en partie par des investisseurs de pays politiquement instables en quête de lieux sûrs", ont souligné les spécialistes du Boston Consulting Group.

La Suisse, malgré les attaques de la communauté internationale, demeure le premier centre offshore au niveau mondial, avec 2.100 milliards de dollars d'avoirs étrangers domiciliés dans les banques helvétiques, un montant stable par rapport à l'année dernière.

Profitant de la pression sur les centres offshore traditionnels, Hong Kong et Singapour ont enregistré une hausse des avoirs étrangers qui ont atteint l'année dernière 1.000 milliards de dollars.

Grâce à leur proximité avec les Etats-Unis, les centres offshore des Caraïbes et de Panama ont attiré pour 1.000 milliards de dollars d'avoirs, principalement en provenance de l'Amérique du Nord, tandis que le Royaume-Uni, pourtant en guerre contre l'évasion fiscale, a vu ses avoirs progresser à 900 milliards, surtout en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique.

Selon le Boston Consulting Group, la Suisse va encore demeurer pendant plusieurs années la plus importante place financière offshore au monde, profitant des afflux en provenance des pays émergents. Mais Hong Kong et Singapour pourraient bien dépasser la Confédération d'ici 15 à 20 ans.

Commentaire.

Euphémisme. Il faut entendre paradis fiscal par place financière offshore.

Un article de lexpress.fr du 5 juin 2012

Etats-Unis: les secrets des cyber-attaques d'Obama contre l'Iran (06.06)

Un livre révèle l'ampleur des attaques informatiques de Washington contre le programme nucléaire de Téhéran, sujet qui relève en principe du secret d'Etat. Un scoop qui tombe à pic pour la Maison-Blanche.

A quelques mois d'une élection présidentielle à l'issue incertaine, l'administration Obama n'hésite pas à communiquer, semble-t-il, sur des sujets qui relèvent en principe du secret d'Etat. La Maison-Blanche ne le fait pas ouvertement, bien sûr, mais la publication du livre-enquête de David E. Sanger, le 5 juin, ne saurait être l'effet du hasard (1). Fruit de dix-huit mois d'entretiens avec des officiels et des experts, le journaliste du *New York Times* y décrit, avec un luxe de détails surprenant, le programme américain de cyber-attaques contre l'Iran.

Le livre-enquête de David E. Sanger confirme le partenariat entre Washington et les services de renseignement militaires israéliens.

Manifestement bien informé, Sanger confirme le partenariat entre Washington et les services de renseignement militaires israéliens, dont l'unité 8 200 est spécialisée dans le cyberespace. Né de leur coopération, le ver informatique Stuxnet a provoqué, en 2010, l'autodestruction d'un cinquième des centrifugeuses iraniennes, destinées à enrichir l'uranium. Au fil des pages, le journaliste dévoile la genèse de cette arme redoutable au sein d'un programme d'attaques informatiques, "*Olympic Games*" (Jeux olympiques), initié en 2006 par George W. Bush et intensifié ensuite par Barack Obama. Entre autres révélations, Sanger explique comment Stuxnet a été introduit dans l'installation nucléaire de Natanz grâce à une simple clef USB, confiée à un Iranien imprudent: "*Il y a toujours un idiot qui oublie de se méfier du gadget électronique qu'il a dans la main*", indique un officiel américain.

"Les Israéliens sont allés trop loin"

Pas de chance: à l'été 2010, le virus se répand dans l'ordinateur d'un ingénieur de Natanz, puis sur Internet, où il se réplique. Ainsi exposé, le code est disséqué par les experts informatiques du monde entier, qui lui trouvent une parade. Qui est à l'origine de cet accident de parcours ? "*Ça ne peut être que les Israéliens, aurait dit Joe Biden, le vice-président, en apprenant la nouvelle. Ils sont allés trop loin.*" Depuis lors, d'autres virus ont été mis au point, semble-t-il, et les offensives ont repris de plus belle.

Inédit dans l'histoire des Etats-Unis, le programme de cyberattaques inquiéterait Barack Obama: le président craint que des hackers, des terroristes ou d'autres Etats tirent parti de son existence pour justifier des actions semblables menées contre les systèmes informatiques aux Etats-Unis. Ses préoccupations n'ont pas empêché la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, de reconnaître pour la première fois, le 23 mai, que ses services altèrent le contenu des sites Web gérés par des proches d'Al-Qaeda. A l'avenir, selon Sanger, l'administration envisage d'utiliser ces techniques contre la Corée du Nord, voire la Chine.

Les journalistes normalement constitués se réjouiront d'une telle avalanche de révélations, dont ils feront leur miel. Reste à comprendre pourquoi, à Washington, les plus hauts représentants de l'Etat semblent avoir approuvé le principe de "*fuites*". Qu'elles soient dans l'intérêt des Etats-Unis paraît douteux. En revanche, elles servent l'image de Barack Obama, candidat à sa propre succession. C'était sans doute une condition nécessaire à la diffusion de ces informations. Etait-elle suffisante?

(1) *Confront and Conceal. Obama's Secret Wars and Surprising Use of American Power* (Confronter et cacher. Les guerres secrètes d'Obama et l'utilisation surprenante de la puissance américaine, non traduit en français, édité par Crown Publishing Group).

Commentaire.

Ah ben alors, c'était vrai, ce n'était pas un fantasme issu du cerveau déjanté des propagateurs de la théorie du complot !

Un article de Reuters du 5 juin 2012

La Grèce pourrait vivre avec deux monnaies, selon Edrim. (06.06)

La résolution de la crise grecque au lendemain du scrutin législatif du 17 juin devrait passer par un rejet du plan de sauvetage de la Troïka (Fonds monétaire international, Union européenne et Banque centrale européenne) et une situation de quasi-faillite pour Athènes, a estimé mardi le responsable de la gestion taux et crédit chez Edmond de Rothschild Investment Managers (Edrim).

Pour payer ses fournisseurs, la Grèce pourrait, à l'instar de la Californie tombée en faillite en 2009, avoir recours à un autre type de dette, des "I.O.U.", qui fonctionnerait comme une "*monnaie parallèle*" à l'euro, a expliqué Etienne Gorgeon lors d'un point de presse.

Ces I.O.U. émis en loi locale pourraient subir une restructuration et une dévaluation en cas de sortie ultérieure de l'euro.

La Grèce aurait alors une dette externe financée par l'Europe elle-même, via le compte sous séquestre déjà mis en place par ses bailleurs de fonds, et une dette domestique par émission d'I.O.U.

"Ce serait une solution raisonnable. Une sortie brutale de l'euro serait une catastrophe pour un pays qui a connu quatre années de récession", a-t-il dit.

"La Troïka comme les partis politiques grecs savent que le plan de sauvetage n'est pas applicable", a-t-il ajouté.

Outre la sortie brutale, Etienne Gorgeon écarte un scénario selon lequel, après les élections, un gouvernement grec viable serait formé et mettrait en oeuvre les mesures drastiques exigées par la Troïka pour verser les aides.

"Ce scénario semble peu réaliste compte tenu du contexte et de la faible légitimité dont devrait bénéficier ce futur gouvernement", a-t-il dit.

Dans le scénario qu'il retient (faillite préparée) et qui pourrait aboutir à une sortie de l'euro, il a dit ignorer les conséquences que cela pourrait avoir pour le reste de la zone euro.

Reste la question de la contagion, notamment à l'Espagne, qui souffre des conséquences de la crise immobilière sur ses banques.

Les besoins de recapitalisation sont évalués entre 50 et 70 milliards d'euros, ce qui pèserait sur la ratio dette/PIB de l'Espagne.

"La BCE a ainsi cherché ces derniers jours à contenir le risque bancaire espagnol dans un contexte où l'Espagne enregistre en 2012 100 milliards d'euros de sorties nettes de capitaux", a poursuivi Etienne Gorgeon.

COMPTE À REBOURS

Comme d'autres analystes, il relève que la BCE est à la manoeuvre et sert de garde-fou à une crise bancaire.

Mais, la même BCE pousse les gouvernements de la zone vers une intégration plus profonde. Elle préconise une union bancaire, qui, à l'instar de la FDIC américaine, garantirait les dépôts à l'échelle de la zone euro, et une forme d'union budgétaire.

"Une union monétaire n'est viable qu'avec une union politique", a souligné le gérant en ajoutant que, compte-tenu des calendriers électoraux, les dirigeants européens ont désormais quatre ou cinq ans pour trouver une solution viable.

"Le compte à rebours a commencé", a-t-il dit.

Dans un contexte, marqué en outre par une croissance très faible aux Etats-Unis et une récession en zone euro alimentée par le lent processus de désendettement des Etats, les actifs obligataires ont un avantage sur les autres.

Edrim prévoit en 2012 une récession de 0,5% en zone euro, la même chose en France, -2% en Espagne, -1,5% en Italie et une croissance zéro en Allemagne.

"Notre thématique c'est la japonisation des rendements", a indiqué Etienne Gorgeon qui note que le rendement du Bund allemand à 10 ans tombé à 1,2% se rapproche de celui du Japon (0,86%), un pays en déflation depuis les années 1990.

Les taux réels allemands sont négatifs et pour une partie de la courbe, les taux réels français aussi.

"La BCE veut des taux réels négatifs. Elle va maintenir ses taux directeurs très bas pendant une longue période", a-t-il dit et table sur une baisse de 25 points de base, à 0,75%, du principal taux, le refi, et si, nécessaire, de nouvelles mesures d'assouplissement non conventionnelles de la politique monétaire.

Sur la dette souveraine, il est neutre sur les Bunds allemands compte tenu de la volatilité du marché, reste à surpondérer sur la France, sous-pondérer sur l'Espagne.

"Nous rentrons dans une zone d'opportunité en Italie où on a plus de visibilité", a-t-il dit en rappelant les atouts de l'économie italienne, la troisième de la zone euro.

"Si l'Italie n'est pas viable à l'intérieur de la zone euro alors la zone euro elle-même n'est pas viable".

Edrim surpondère surtout les obligations d'entreprises et parmi elles donnent une préférence aux bonnes signatures de la catégorie spéculative plutôt qu'aux signatures de la catégorie investissement dont les rendements sont trop bas et avoisinent ceux des souverains.

Un article de l'AFP du 5 juin 2012

Le marché du luxe reste un roc dans la tempête, mais confronté à des défis. (06.06)

Le marché mondial du luxe continue de croître vite et pèsera bientôt au sens large 1.200 milliards d'euros, une chance pour l'Europe qui l'approvisionne largement, même si les fleurons du secteur vont devoir s'adapter à certains changements.

Louis Vuitton, Hermès, Gucci, Prada, Burberry... Tirés par les clientèles émergentes comme les Chinois et les Brésiliens, les grands noms du luxe ont affiché depuis deux ans des croissances à deux chiffres, loin de la morosité d'autres secteurs de l'économie mondiale.

Les griffes européennes, qui exportent l'essentiel de leur production, représentent 70% du marché du luxe, qui selon plusieurs études publiées ces jours-ci restera un très bon filon ces prochaines années.

Et ce, même si la vigueur du marché en 2012-2014 sera moindre que les croissances supérieures à 10% en 2010-2011.

Selon une étude du Boston Consulting Group (BCG) parue mardi, le marché des biens personnels de luxe (vêtements, accessoires, bijoux...) progressera d'ici 2014 de 3 à 7%. Le cabinet Bain&Company prédit lui 6-7% de mieux en 2012.

Quant aux services de luxe (voyages, restaurants, spas...), ils vont gagner 12% d'ici 2014, selon BCG.

Voitures incluses, le marché mondial du luxe pèse déjà selon BCG 1.400 milliards de dollars (1.130 milliards d'euros) et devrait avoisiner les 1.500 milliards de dollars d'ici 2014 (1.200 milliards d'euros).

Les clients émergents

Malgré sa bonne santé, il est aussi confronté à de nouveaux défis.

D'abord, si l'essentiel des ventes du secteur ont encore lieu sur les marchés matures (Europe, Etats-Unis, Japon), la clientèle change. Elle est de plus en plus issue des pays émergents et achète toujours plus lors de voyages, modifiant d'autant les habitudes de consommation.

"Ce qui surprend, c'est la puissance des consommateurs émergents à travers leurs voyages. Ce sont eux qui génèrent les ventes partout dans le monde. Il y a deux Chines, celle de l'intérieur et la Chine des Chinois qui voyagent. La deuxième consomme autant que la première, voire plus", relève Olivier Abtan, directeur associé au BCG à Paris.

Par ailleurs, plutôt que l'achat de produits, les consommateurs recherchent de plus en plus l'expérience du luxe (un voyage extraordinaire, un restaurant étoilé, un hôtel ou un spa exclusif, un événement hors norme...), *"même dans la Chine obsédée par les marques"*. La crise a favorisé ce phénomène, selon BCG.

L'un des enjeux réside aujourd'hui sur le marché des services de luxe, qui croît 50% plus vite que celui des biens personnels (sacs Vuitton, robes Chanel et autres montres Chaumet...) et dont les ventes atteignent aujourd'hui 770 milliards de dollars, selon BCG.

Certains grands acteurs dans le secteur des produits de luxe ont amorcé leur virage pour en profiter. Exemple: LVMH, qui possède une soixantaine de marques d'habillement, accessoires, bijoux, montres, vins... s'est ainsi lancé dans l'hôtellerie de luxe sous la marque Cheval Blanc.

Pour Olivier Abtan, les géants du luxe doivent aussi relever la barre en matière de qualité, *"c'est une nécessité"* pour justifier des prix élevés. Mais aussi *"pour que le label luxe reste exclusif"*, estime le PDG de Dior Couture, Sidney Toledano.

"*Pour ajouter de la valeur*", il faut aussi "*augmenter l'expérience d'achat autour du produit*", raconter l'histoire de Coco Chanel à une cliente chinoise venue acheter dans une boutique à Paris, juge M. Abtan.

Seule certitude, le secteur européen du luxe, qui génère 3% du PIB et représente 1,5 million d'emplois directs et indirects en Europe, ne peut pas s'endormir sur ses lauriers. Car d'ici peu, des champions mondiaux seront issus des pays émergents, pronostiquent BCG et le cabinet Precepta, qui y voit une menace latente pour les fleurons européens.

Un article de Reuters du 6 juin 2012

L'Asie veut jouer un plus grand rôle en Afghanistan, dit Pékin. (08.06)

Les pays de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), réunis au sommet à Pékin en présence de Vladimir Poutine, veulent jouer un rôle accru en Afghanistan, déclare le président chinois, Hu Jintao, dans une interview parue mercredi.

L'avenir de l'Afghanistan, dont la majeure partie des forces étrangères comptent se retirer d'ici la fin 2014, doit être le sujet principal au menu de ce sommet de 48 heures, les pays de l'OCS craignant que l'instabilité ne gagne l'Asie centrale à mesure que le retrait des troupes occidentales interviendra.

"Nous continuerons de gérer nous-mêmes les affaires régionales, en nous préservant des chocs liés aux turbulences extérieures à la région, et nous jouerons un rôle accru dans la reconstruction pacifique de l'Afghanistan", déclare Hu dans l'interview au *"Quotidien du peuple"*, organe central du Parti communiste chinois (PCC).

"Nous renforcerons la communication, la coordination et la coopération, en nous occupant des problèmes internationaux et régionaux", a-t-il ajouté.

L'OCS, fondée en 2001, regroupe la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. L'Iran, l'Inde, le Pakistan et d'autres pays assistent aux sommets de l'organisation, mais pas en qualité de membres à part entière. Tous sont concernés de près ou de loin par l'avenir de l'Afghanistan.

Le président afghan, Hamid Karzaï, est présent au sommet de Pékin en qualité d'invité et son pays doit se voir accorder le statut d'observateur, ce qui signifie qu'il pourra participer aux réunions mais ne pourra pas prendre part aux votes.

Dimanche, des responsables afghans ont indiqué à Reuters que Pékin et Kaboul rendraient public prochainement un projet de rapprochement, signe de la volonté de la Chine de jouer un rôle en Afghanistan allant au-delà d'un partenariat économique.

Hamid Karzaï a déclaré à Pékin que les gouvernements chinois et afghan préparaient la signature d'un accord préliminaire d'ici vendredi, relatif à la *"création d'un partenariat stratégique"*.

DOCUMENT SUR LA SÉCURITÉ RÉGIONALE

Karzaï a déclaré devant des étudiants chinois que la Chine, qui a une petite frontière commune avec l'Afghanistan, pourrait *"jouer un rôle très important pour favoriser la coopération entre Kaboul et le Pakistan en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme"*.

Le Pakistan, proche allié de la Chine qui entretient des relations difficiles avec Kaboul, joue un rôle crucial pour la stabilité de l'Afghanistan.

La Chine va accroître sa coopération avec l'Afghanistan dans les domaines du développement des ressources, des infrastructures, de l'énergie et de la formation, dit Pékin.

"Les événements d'Afghanistan nous préoccupent grandement, eu égard à la sécurité et à la stabilité de l'Asie centrale", a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Liu Weimin, lors de son point de presse régulier.

La Chine devrait néanmoins conserver une attitude prudente vis-à-vis de l'Afghanistan. Elle n'accroîtra sa présence que lentement, afin d'éviter de se laisser entraîner dans les problèmes militaires afghans, estiment des experts chinois.

"Je ne pense pas que le retrait américain signifiera aussi un retrait de la Chine", dit pour sa part Zhang Li, professeur au département d'Asie du Sud à l'université du Sichuan. "Mais notamment en ce qui concerne les questions militaires en Afghanistan, la Chine restera discrète et prudente".

La Chine a investi dans plusieurs secteurs en Afghanistan, comme dans les mines, et ses entreprises chercheront à investir davantage si les conditions de sécurité le permettent, ajoute Zhang.

Hu Jintao ne précise pas dans l'interview de quelle manière l'OCS pourrait accroître son rôle en Afghanistan. Le sommet rendra probablement public un document sur la sécurité régionale, *"avec en toile de fond le printemps arabe et les incertitudes touchant à l'Afghanistan après 2014"*, déclare Zhao Huasheng, directeur du Centre d'études russes et centre-asiatiques à l'université Fudan de Shanghai.

Un article de Slates.fr du 8 juin 2012

Colombie: le trafic de drogues profite aux banques occidentales. (09.06)

A qui profite le trafic de drogues en Colombie? Contre toute attente, et selon une étude de 2011 de l'université des Andes à Bogota, reprise par le *Guardian* le 2 juin 2012, lors de la publication de la version anglaise, le négoce de la cocaïne colombienne enrichit principalement les banques des Etats-Unis et d'Europe. Le journal britannique indique que c'est «*la recherche la plus détaillée jamais réalisée sur l'économie de la drogue*».

Seulement 2,6% des profits restent en Colombie

D'après les économistes Daniel Mejía et Alejandro Gaviria, seulement 2,6% de tout l'argent généré par la production et le trafic de cocaïne reste en Colombie. Alors que 97,4% des profits de la drogue sont partagés entre les narcotrafiquants et les banques européennes et états-uniennes.

L'étude *Políticas antidroga en Colombia: éxitos, fracasos y extravíos* (Ediciones Uniandes, 2011) (Politiques antidrogue en Colombie: Succès, échecs et les mauvais virages), se fonde notamment sur l'année 2008, où les économistes ont découvert que sur 300 milliards de dollars provenant de la production de cocaïne, seulement 7,8 milliards sont restés en Colombie.

«*Si des pays comme la Colombie pouvaient bénéficier économiquement du commerce de la drogue, il y aurait un certain sens dans tout cela, déclare Alejandro Gaviria. Au lieu de cela, nous payons le prix fort pour le profit de quelqu'un d'autre.*»

L'hypocrisie des pays occidentaux

Selon les chercheurs, cette situation serait due à l'hypocrisie des pays «*consommateurs*» (Etats-Unis, Royaume-Uni et l'Espagne) qui sont plus déterminés à obtenir des résultats dans la lutte contre la drogue que de s'attaquer au blanchiment d'argent. «*Ils se limitent à chasser les petits poissons, ou les maillons faibles de la chaîne, mais ils ne s'en prennent jamais aux systèmes financiers*», affirme Daniel Mejía au *Guardian*.

«*Cela serait aussi la conséquence du fonctionnement du système bancaire colombien. En Colombie, pour déposer 2.000 dollars, il faut une énorme quantité de paperasse, alors que dans les banques américaines, il y a la loi sur la confidentialité*», indiquent les économistes.

«*Nous savons que les autorités américaines ou britanniques en savent beaucoup plus qu'elles ne disent*», explique Gaviria. «*Mais c'est un sujet tabou de poursuivre les grandes banques*», souligne Mejía.

Les mécanismes du blanchiment d'argent provenant de la drogue avaient déjà été mis en évidence par *The Observer* le 3 avril 2011. Notamment après une enquête montrant comment la banque américaine Wachovia (maintenant Wells Fargo) a permis de blanchir 376 millions de dollars provenant de la drogue mexicaine. Mais selon le *Guardian*, personne n'est allé en prison, et la banque ne risque plus rien aujourd'hui.

Un article du figaro.fr du 8 juin 2012

La Grèce confrontée à une pénurie de médicaments. (09.06)

Conséquence de la crise financière, quelque 170 pharmacies ont dû baisser le rideau.

Depuis le comptoir de sa pharmacie du centre d'Athènes, Ypakoï Ptinosi désespère de voir un client. Dans les larges tiroirs blancs, elle étale les boîtes de médicaments pour combler les rangées vides pendant que sa collègue disperse les produits parapharmaceutiques dans le reste de la boutique. Comme les jours précédents, cette jeune pharmacienne craint de ne voir que deux ou trois touristes venir acheter un tube de crème solaire, mais aucun habitué des lieux.

Depuis janvier, les pharmaciens refusent de délivrer les médicaments sur ordonnance s'ils ne sont pas payés comptant. La Sécurité sociale nationale, qui couvre neuf millions de Grecs, soit 90 % de la population, prend intégralement en charge la plupart des médicaments. Or sa dette envers les pharmacies bat des records depuis le début de la crise et dépasse les 350 millions d'euros. La plaie touche tant les distributeurs que les consommateurs. *«C'est horrible de devoir refuser des médicaments à un client qui me connaît depuis l'époque où j'étais encore en stage»* lance Ypakoï. *«Avec l'austérité, les retraités n'ont plus les moyens de payer leurs antidouleur. Et nous n'arrivons plus à nous approvisionner. Je crains qu'il faille bientôt mettre la clé sous la porte»*, s'inquiète-t-elle.

Plus de 170 pharmacies ont déjà fermé à Athènes et Thessalonique. *«D'un côté, les pharmacies attendent d'être remboursées par l'État. Mais les retards de paiements peuvent dépasser les 14 mois. Avec le taux de chômage frôlant les 22 % et les cotisations sociales amoindries, il faudra encore plus attendre. Or ils ne peuvent continuer à accorder des crédits, explique Takis Bratsos, économiste. De l'autre, il y a la pénurie. La plupart des hôpitaux et pharmacies sont surendettés, et forcément les laboratoires pharmaceutiques ne s'intéressent plus à la Grèce. D'autant que le prix des médicaments est très bas.»*

Baisse des médicaments de 20 %

Depuis 2010, le gouvernement a baissé le prix des médicaments de 20 %. Immédiatement, les fournisseurs ont commencé à exporter leurs produits vers d'autres pays européens pour en obtenir un meilleur prix. Aujourd'hui, la pénurie de médicaments est donc réelle. Et les perspectives d'amélioration sont d'autant plus négatives que les créanciers publics du pays (Union européenne et FMI) imposent une réduction d'un milliard d'euros dans un budget de la santé déficitaire de plus de 4 milliards d'euros.

Pour Ypakoï Ptinosi, jamais l'urgence d'un retour à la stabilité politique n'a été aussi criante. Comme nombre de pharmaciens, elle s'inquiète du scrutin du 17 juin prochain. Le parti de gauche radicale Syriza est donné vainqueur et les pressions pour sortir de la zone euro se multiplient. *«Si nous revenons à la drachme, les fournisseurs nous abandonneront totalement et on comptera très vite le nombre de décès»*, affirme-t-elle, tandis que le gouvernement affirme mettre en place un dispositif visant à fournir les traitements des patients les plus fragiles.

Commentaire.

Un gouvernement ouvrier révolutionnaire exproprieraient les trusts pharmaceutiques et mettraient les médicaments à la disposition de la population qui en a besoin. Au cas où certains médicaments ne seraient pas disponibles dans le pays, le ministère de la Santé les achèterait en euro aux compagnies étrangères afin de pouvoir satisfaire les besoins des patients. L'accès aux soins serait gratuit jusqu'à un certain revenu, sauf pour les nantis évidemment. Ces derniers n'auraient le droit à aucune allocation, aucune indemnité, aucun avantage social. C'est cela le socialisme !

Un article de l'AFP du 5 juin 2012

Le régime islamo-conservateur turc se radicalise . (10.06)

Erdogan vient d'annoncer la construction sur une colline d'Istanbul d'une "mosquée géante, visible de tous les points" de la ville, faisant froncer les sourcils dans les ambassades occidentales.

L'Union européenne s'inquiète d'atteintes aux libertés en Turquie et, à mots couverts, des diplomates notent une radicalisation du régime islamo-conservateur du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. *"Une série d'orientations récentes montre que la tendance conservatrice tient la corde, et n'a pas d'opposition"*, note Marc Pierini, ancien chef de la délégation de l'Union européenne à Ankara. Jeudi, à Istanbul, le commissaire responsable de l'élargissement de l'UE, Stefan Füle, a appelé la Turquie, candidate à l'adhésion, à poursuivre les réformes. Et, a-t-il ajouté, *"j'ai profité de cette réunion pour exprimer nos inquiétudes concernant les mises en détention croissantes de députés, d'universitaires et d'étudiants et à propos de la liberté de la presse et des journalistes"*.

Une centaine de journalistes sont en détention, selon les défenseurs des droits de l'homme, de même que des dizaines de militaires accusés de complot. Jean-Maurice Ripert, qui a succédé il y a cinq mois à Marc Pierini, a adressé une critique remarquée à Recep Tayyip Erdogan pour ses déclarations sur l'avortement. *"Certains hommes politiques ont fait des comparaisons qui ne sont pas appropriées"*, a-t-il reproché fin mai. *"Chaque avortement est un Uludere"*, avait lancé le dirigeant turc, allusion à la mort en décembre de 34 villageois d'Uludere (sud-est), bombardés par erreur par l'aviation turque qui les avait pris pour des rebelles kurdes.

Opposition impuissante

Le gouvernement veut faire voter un projet de loi réduisant la période de grossesse pendant laquelle l'avortement est autorisé de dix à six ou quatre semaines. Des milliers de femmes ont manifesté contre ce texte, dans un pays où l'avortement est autorisé depuis 1965. Les signes d'une évolution du régime s'accumulent, notent des diplomates européens. Ainsi la nouvelle loi sur l'école, applicable à la rentrée et que dénonce le camp laïque. Elle introduit des cours facultatifs sur le Coran dans les écoles publiques et dispose que les enfants pourront accéder dès la fin du primaire, et non plus au lycée, aux écoles religieuses, les Imam Hatip, qui forment principalement des prédicateurs.

Deux autres projets inquiètent les défenseurs des valeurs laïques de la République fondée par Atatürk. L'un est le lancement d'une chaîne de télévision religieuse par la télévision nationale TRT et la direction des Affaires religieuses (Dianet), l'autre est un projet du ministère de l'Équipement imposant des salles de prière dans les nouvelles crèches, les nouveaux théâtres ou opéras. *"La société civile existe, mais elle est peu audible. Les médias sont pour la plupart contrôlés directement ou indirectement par l'AKP (le parti au pouvoir depuis 2002, et l'opposition est impuissante)"*, note un diplomate à Ankara.

"Génération religieuse"

Le pianiste turc de renommée mondiale Fazil Say sera jugé en octobre pour atteinte aux valeurs religieuses, sur Twitter. Il risque un an et demi de prison. *"Ce n'est pas seulement le fait qu'il soit jugé, mais aussi ce qu'en dit le journal pro-gouvernemental Sabah, qui fait un héros du type qui l'a dénoncé"*, note un diplomate européen à Istanbul. Sabah a publié un portrait du délateur, de même que le journal islamiste Yeni Akit sous le titre *"L'homme qui ne laisse pas de répit aux ennemis de l'islam"*.

Recep Tayyip Erdogan vient d'annoncer la construction sur une colline d'Istanbul d'une "mosquée géante, visible de tous les points" de la ville, faisant froncer les sourcils dans les ambassades occidentales. Le Premier ministre a alimenté le sentiment qu'il a un "agenda caché d'islamisation" du pays, "par exemple lorsqu'il a dit que son parti et lui-même souhaitaient "l'émergence d'une génération religieuse", note l'éditorialiste Semih Idiz du journal Milliyet. *"Tous ces éléments montrent qu'il y a un projet de société, un projet nationalo-islamiste"*, affirme le diplomate basé à Istanbul. *"Et, ajoute-t-il, Erdogan a trois atouts : l'obsession des États-Unis de faire de la Turquie un phare de l'islam moderne, le vide sidéral du monde politique arabe avec la disparition d'interlocuteurs tels l'Égypte ou l'Irak et la faiblesse d'une Europe en crise."*

Un article de l'AFP du 9 juin 2012

Expulsables, en galère de logement, ils interpellent le nouveau gouvernement. (10.06)

Ils sont expulsables, habitent chez des amis, demandent un logement social depuis des années: en désespoir de cause, ils font la grève de la faim ou rédigent un cahier de doléances au moment où le nouveau gouvernement entend faire du logement une priorité.

Cécile Lagarde, qui sera bientôt expulsée de son 25m² à Paris, a été reçue vendredi pendant trois-quarts d'heure par un conseiller de la nouvelle ministre du Logement Cécile Duflot, qui a promis cette semaine de bloquer les loyers à la relocation et veut intensifier la construction de logements sociaux.

"*Dans l'esprit des gens, l'expulsé, c'est un pauvre qui a abusé*", constatait cette semaine avec amertume Cécile Lagarde, assise derrière une petite table devant la mairie du 17^{ème} arrondissement où elle a tenu un "*cahier de doléances*" pour recueillir une dizaine de témoignages d'autres galériens du logement.

Cette femme de 41 ans sera bientôt expulsée malgré ses efforts pour épurer ses dettes. "*Je voulais payer mon loyer mais je n'ai pas pu*", dit-elle. Tombée en dépression après la perte de son frère, elle s'est retrouvée au RSA avec seulement 418 euros par mois alors qu'elle doit 570 euros de loyer, et a très rapidement été frappée d'interdit bancaire.

Au désespoir de trouver un logement social après trois ans de demandes, Nadia Oudjani, 52 ans, est elle en grève de la faim depuis le 29 mai. Séparée du père de ses enfants depuis 2010, cette ancienne employée de bureau en chimiothérapie habite chez des amis.

Bien qu'un tribunal administratif l'ait reconnue prioritaire Dalo (droit au logement) depuis octobre 2011, elle "*attend toujours*", explique-t-elle, assise des journées entières sans manger devant les grilles du bailleur social Paris Habitat (5^e arrondissement), sur une petite chaise de camping.

Nadia a cependant refusé un appartement de 70 m² à Saint-Ouen, car il est "*situé dans un quartier chaud*" et elle craint pour son fils de 14 ans.

Akima Madi, 64 ans, fait elle aussi le siège de Paris Habitat à qui elle réclame depuis 2005 un logement en rez-de-chaussée: cardiaque et invalide à 80% après un AVC, cette ancienne salariée de La Samaritaine peine à grimper les sept étages menant à son appartement actuel.

Paris Habitat reconnaît leurs "*situations de détresse*" mais rappelle que "*130.000 personnes sont en attente de logement sociaux à Paris, dont 80.000 jugés prioritaires*" dans des "*détresses tout aussi grandes*".

Selon la Fondation Abbé Pierre, 700.000 personnes ne disposaient pas en France d'un logement personnel en 2011 et 411.000 vivaient chez des tiers. Plus d'un million de ménages attendent un logement social.

Sur le répondeur de Jérôme Vigliani, le ton est donné: "*Bonjour je serai expulsé dans quelques jours, je n'ai plus de courant, plus d'internet, de téléphone fixe (...) vous pouvez uniquement me joindre sur ce portable*".

Malgré plusieurs demandes d'aides, cet animateur-radio de 46 ans, en invalidité partielle après une dépression chronique, dispose de 461 euros par mois, insuffisant pour payer les 1.000 euros que coûte son 45m². "*Même quand j'étais en CDI, j'ai toujours galéré pour avoir un appartement car je n'ai pas de garants. J'ai connu les foyers Sonacotra, dormi dans ma voiture, en foyer pour SDF*", dit-il.

Désespéré, il a noirci avec l'histoire de sa vie des affiches placardées sur la façade de son rez-de-chaussée dans le 9^e arrondissement. En 2010, 11.670 ménages ont été expulsés par la police. Chaque année, quelque 40.000 ménages quittent d'eux-mêmes leur logement après avoir reçu leur avis d'expulsion, selon la Fondation Abbé Pierre.

Commentaire.

Pour ces millions de travailleurs et leurs familles que valent les mesures annoncées par la ministre du Logement ? Absolument rien. Donc ce gouvernement ne peut pas être "*leur*" gouvernement.

Que ferait un véritable gouvernement socialiste ?

Par décret applicable sur le champ, il annulerait les dettes des travailleurs pour loyers impayés, il bloquerait le prix des loyers, mieux, il les diviserait par deux ou par trois selon les cas, il exproprierait les propriétaires détenteurs de plusieurs habitations, il exproprierait (sans leur verser un centime) toutes les grandes entreprises du bâtiment et de l'immobilier, il logerait tous les SDF dans les appartements ou maisons vacantes, les immeubles de bureaux si nécessaire, pas un seul travailleur ne demeurerait un jour de plus à la rue, il augmenterait les allocations logements, une fois mis la main sur les banques il reverrait tous les emprunts passés antérieurement en supprimant notamment les intérêts, les travailleurs qui auraient déjà réglé l'équivalent du prix d'achat de leur habitation hors intérêts en deviendraient immédiatement et définitivement propriétaire sans avoir à payer le solde de leur emprunt, etc.

C'est cela le socialisme ! Utopie ? Quoi, nos besoins seraient utopiques ?

Un article lemonde.fr du 11 juin 2012

En Europe, les "boîtes à bébés" se multiplient. (12.06)

On les trouve à l'entrée des hôpitaux, sur le parvis des mairies, à proximité des églises ou dans des rues très fréquentées. De loin, elles ressemblent à de larges coffre-forts vitrés, souvent peints en jaune vif. A l'intérieur, un lit autochauffant, une caméra, et un signal d'alarme relié au centre de soins le plus proche. Sur la porte, un mode d'emploi rudimentaire indique comment ouvrir le coffre, y déposer son bébé, puis le refermer.

Au Moyen-Age, on les appelait les "tours d'abandon". Aujourd'hui, les "boîtes à bébé". Destinées aux parents en détresse qui veulent abandonner leur nouveau-né dans l'anonymat absolu, ces boîtes se multiplient en Europe, à tel point que les Nations unies tirent la sonnette d'alarme.

ONZE PAYS EUROPÉENS CONCERNÉS

Le système avait pourtant disparu depuis plus d'un siècle en Europe. Mais la médiatisation de faits divers glaçants, comme l'abandon de nouveaux-nés dans des poubelles, a remis au goût du jour cette pratique qui semblait d'un autre temps. L'Allemagne a été la première à réintroduire le mécanisme en avril 2000. Depuis, dix autres pays européens l'ont adopté, comme l'Italie, la Suisse ou encore la Pologne. Aujourd'hui, plusieurs centaines de "boîtes à bébé" sont installées sur le Vieux continent.

Le fonctionnement est simple. Dans la plupart des pays qui utilisent ce système, le parent qui abandonne anonymement son enfant dans une des ces "boîtes" a huit semaines pour revenir sur sa décision. Les services hospitaliers vérifient son identité grâce aux empreintes digitales prélevées sur le nouveau-né au moment où il est récupéré. Passé ce délai, une procédure d'adoption classique est enclenchée, tandis que l'Etat devient légalement responsable de l'enfant.

VIOLATION DU DROIT D'UN ENFANT DE CONNAÎTRE SES PARENTS S'il semble progressivement être entré dans les mœurs, un tel système n'en est pas moins controversé, tant au point de vue éthique que légal. Les défenseurs de cette pratique sont souvent les mêmes qui militent contre l'avortement. Différents groupes religieux ou partis politique de droite affirment ainsi que le dispositif "protège le droit d'un enfant à la vie" et sauve "des centaines de nourrissons". Depuis 2000, près de 400 enfants auraient été ainsi abandonnés.

Mais les Nations unies ont exprimé à plusieurs reprises leur inquiétude grandissante sur le système, car il viole le droit fondamental d'un enfant de connaître ses parents. Le comité chargé de contrôler l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant estime en effet que ces "boîtes à bébés" vont "à l'encontre du droit de l'enfant à ce que son ou ses parents le connaissent et s'occupent de lui".

La Convention relative aux droits de l'enfant précise en effet que tout enfant a "dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux." En outre, elle stipule que "si un enfant est illégalement privé des éléments constitutifs de son identité ou de certains d'entre eux, les Etats parties doivent lui accorder une assistance et une protection appropriées, pour que son identité soit rétablie aussi rapidement que possible." Or les bébés récupérés grâce à ces "boîtes" ne peuvent avoir accès, une fois adultes, à l'identité de leurs parents.

Dans les faits, le système soulève également de nombreuses interrogations. Un chercheur de l'université de Nottingham, Kevin Browne, a étudié pendant deux ans le phénomène. Cité par Le Guardian, il affirme que "ce sont fréquemment des hommes ou des proches qui abandonnent l'enfant, ce qui pose des questions sur la situation de la mère, et sur son consentement à cet abandon." Le caractère anonyme de l'abandon empêche également le déclenchement de tout accompagnement du parent, et annihile toute "chance pour l'enfant d'être élevé par d'autres membres de sa famille".

LÉGISLATIONS DIVERSES

Dans la plupart des pays européens qui les ont mises en place, les "boîtes à bébé" viennent pallier une absence ou un flou de la législation sur le droit d'abandonner un enfant, voire même sur le droit à

l'avortement. Presque toujours illégal, l'abandon d'enfant n'en est pas moins une réalité avec laquelle les États doivent composer.

En France, la question ne se pose pas. Une femme a en effet le droit "*d'accoucher sous X*", ce qui lui permet d'abandonner son bébé juste après l'accouchement. L'enfant ainsi né, lorsqu'il atteint "*l'âge de discernement*" et avec "*l'accord de ses représentants légaux*", peut avoir accès aux informations laissées par ses parents à la naissance. Mais le système ne fait pas non plus l'unanimité, et nombreux sont ceux qui réclament sa suppression.

No comment !

Un article de lexpress.fr du 12 juin 2012

Ventes d'armes et corruption, mode d'emploi. (13.06)

La justice française enquête sur d'éventuels pots-de-vin versés en marge de la vente de trois sous-marins à la Malaisie en 2002. Un document découvert par les enquêteurs explique comment contourner la législation qui interdit depuis 2000 la corruption de fonctionnaires étrangers. Edifiant.

Des pots-de-vin ont-ils été versés en marge de la vente à la Malaisie de trois sous-marins par l'ex-Direction des constructions navales, associée à la société d'armement Thalès, en 2002? C'est la question à laquelle vont s'efforcer de répondre les juges d'instruction Roger Le Loire et Serge Tournaire auxquels le parquet de Paris a confié, en mars dernier, une information judiciaire pour des faits de corruption active et passive et d'abus de biens sociaux.

Dans le collimateur des magistrats: les sociétés malaisiennes Perimekar et Terasasi, liées toutes les deux à Abdul Razak Baginda, alors très proche de Najib Razak, ancien ministre de la Défense de Malaisie et actuel Premier ministre. Perimekar a touché 115 millions d'euros pour la *"fourniture de prestations associées de soutien logistique"*. Quant à Terasasi, elle a été mandatée par Thalès pour jouer les intermédiaires avec le gouvernement de Kuala Lumpur. Prix de ses bons et loyaux services: 36 millions d'euros.

Les procès verbaux de l'enquête préliminaire, dont L'Express a eu connaissance, révèlent quelques éléments intéressants. A commencer par un rapport confidentiel *"non daté et non signé"*, réalisé par le cabinet anglais Anderson Mayhill Ltd pour la DCNI, le bras de la Direction des constructions navales à l'étranger. Son auteur anonyme a - involontairement - rendu un immense service aux policiers et aux juges en décryptant l'historique du contrat malais, le montage administratif auquel il a donné lieu et son financement. Sans oublier l'arrière-plan des négociations: *"Les contrats de défense majeurs en Malaisie comme dans d'autres pays, écrit-il, requièrent des transferts de monnaie substantiels vers des individus et/ou des organisations politiques. (...) Les consultants (agents ou sociétés) sont souvent utilisés comme un réseau politique pour faciliter ces transferts et recevoir des commissions de leur mandant."*

"Graves suspicions de corruption"

Mais voilà: les dessous-de-table destinés aux agents publics étrangers sont interdits en France depuis que Paris a adopté, en 2000, la convention de lutte contre la corruption de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Qu'à cela ne tienne. L'auteur du rapport fournit la solution: *"Une alternative est la création de fournisseurs de services. Les sociétés qui rendent des services à leur mandant peuvent facturer une contrepartie (...) Les majorations de ces factures remplacent efficacement les habituelles importantes commissions. Ces fournisseurs de services peuvent être des entreprises locales existantes ou des 'sociétés taxis'."* Et d'expliquer, quelques pages plus loin, que les dirigeants de Thalès ont choisi Abdul Razak Baginda comme *"réfèrent pour le réseau politique (...) Deux sociétés sont au coeur de ce réseau: Perimekar et Terasasi."*

Interrogé par les policiers, dans le cadre de l'enquête préliminaire, sur ce document, Gérard-Philippe Menayas, ancien directeur administratif et financier de DCNI, a reconnu que *"ce rapport mettait en exergue de graves suspicions de corruption."* Sur les prestations de Perimekar, il se montre lapidaire: *"Rien ne justifie une telle rémunération (NDLR: 115 millions d'euros). Il ne s'agissait finalement que d'une 'agence de voyages' (...) Cette société servait à créer un enrichissement sans cause pour ses actionnaires."*

Thalès, par la voix de son avocat Me Olivier Metzner, a toujours réfuté les allégations de corruption.

Un article de L'Expansion.com du 12 juin 2012

L'emploi dans la fonction publique recule nettement en 2011. (13.06)

Pour la première fois, selon Les Echos, les suppressions de postes dans la fonction publique n'ont pas été compensées par des créations à l'hôpital ou dans les collectivités.

D'après le quotidien Les Echos, le nombre d'emplois dans la fonction publique a fortement chuté en 2011. Les 32 000 postes supprimés dans la fonction publique d'Etat n'ont pas été compensés par des créations d'emplois dans la fonction publique hospitalière ou territoriale.

En 2009 par exemple, alors que 30 000 postes de fonctionnaires étaient supprimés, 5900 postes étaient créés, et 35 000 dans les collectivités territoriales (+2%). Mais, en 2011, comme l'indique la Cour des comptes, si la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite a été respectée, conduisant à la suppression de 32 000 postes, les fonctions publiques hospitalière et territoriale n'ont que très peu progressé, respectivement +0,4 et +0,3%.

C'est la première fois depuis l'an 2000 que les effectifs à l'hôpital progressent aussi peu. Les 1200 hôpitaux publics comptaient 1,1 million d'emplois en 2011, soit 4000 de plus que l'année précédente.

L'année dernière, les effectifs dans les collectivités territoriales ont également peu progressé: +0,3%, soit six fois moins qu'en 2010 (+1,8%), selon les chiffres de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss). Pour la première fois depuis une décennie, l'emploi dans les communes a même chuté de 0,4% en un an, atteignant 1,305 million d'emplois.

En revanche, les effectifs ont progressé dans les départements et les régions (+0,7%). Idem pour ce qui est des autres structures, par exemple l'intercommunalité (+2,5%). Les Echos précise que " ces évolutions sont liées au gel répété des dotations publiques de l'Etat aux collectivités locales ".

Un article de L'Expansion.com avec AFP du 13 juin 2012

Le Parlement européen ouvre la voie aux euro-obligations. (14.06)

Le Parlement européen s'est prononcé mercredi en faveur d'un mécanisme afin de mutualiser la dette. Affirmant ainsi sa position dans le débat sur les euros-obligations, le Parlement a indiqué que ce système irait de pair avec une surveillance renforcée de la dette des Etats de la zone euro.

Le Parlement européen adopte sa position en faveur des euro-obligations. Il n'a pas hésité à affirmer que le mécanisme de mutualisation de la dette des Etats de la zone euro se ferait en plus d'un contrôle accru de la dette.

Ainsi, les eurodéputés ont adopté à une large majorité deux rapports baptisés "*two pack*" qui proposent de renforcer les pouvoirs de la Commission européenne dans l'examen des budgets des États membres, mais également de créer un fonds européen d'amortissement pour les dettes dépassant 60% du PIB du pays. Le premier rapport a été adopté par 471 voix (97 contre et 78 abstentions) et le second qui comportait les propositions allant vers une mutualisation de la dette par 501 voix (138 contre et 36 abstentions). Un vote final du Parlement est encore attendu sur ce sujet, mais les négociations avec les Etats membres vont déjà pouvoir débiter. Ce nouveau paquet législatif sur la gouvernance économique vient en complément du "*six pack*", qui a instauré un mécanisme renforcé de sanctions lorsque les pays affichent un déficit public supérieur à 3%. Le "*two pack*" va lui renforcer les pouvoirs de la Commission dans l'examen des budgets des États membres.

Il a été sérieusement remanié par les eurodéputés afin d'ajouter une dimension de croissance. "*La discipline budgétaire ne peut pas être l'alpha et l'oméga de notre stratégie. Nous avons besoin de rééquilibrer nos objectifs à court terme pour relancer la croissance et lutter contre le cercle vicieux de la hausse des taux*" sur le marché de la dette, a expliqué la rapporteuse socialiste Elisa Ferreira.

Ce vote du Parlement survient avant un sommet les 28 et 29 juin où les Européens vont tenter de se mettre d'accord sur les moyens de relancer la croissance. La question des euro-obligations risque notamment d'occuper les débats.

Un article du Réseau Voltaire du 10 juin 2012

L'OTAN prépare une vaste opération d'intoxication. (14.06)

Par Thierry Meyssan

Des États membres de l'OTAN et du CCG préparent un coup d'État et un génocide sectaire en Syrie. Si vous voulez vous opposer à ces crimes, agissez dès maintenant : faites circuler cet article sur le Net et alertez vos élus.

Dans quelques jours, peut-être dès vendredi 15 juin à midi, les Syriens qui voudront regarder les chaînes nationales verront celles-ci remplacées sur leurs écrans par des télévisions créées par la CIA. Des images réalisées en studio montreront des massacres imputés au gouvernement, des manifestations populaires, des ministres et des généraux donnant leur démission, le président el-Assad prenant la fuite, les rebelles se rassemblant au cœur des grandes villes, et un nouveau gouvernement s'installant au palais présidentiel.

Cette opération, directement pilotée depuis Washington par Ben Rhodes, conseiller adjoint de sécurité nationale des États-Unis, vise à démoraliser les Syriens et à permettre un coup d'État. L'OTAN, qui se heurte au double veto de la Russie et de la Chine, parviendrait ainsi à conquérir la Syrie sans avoir à l'attaquer illégalement. Quel que soit le jugement que l'on porte sur les événements actuels en Syrie, un coup d'État mettrait fin à tout espoir de démocratisation.

Très officiellement, la Ligue arabe a demandé aux opérateurs satellitaires Arabsat et Nilesat de cesser la retransmission des médias syriens, publics et privés (Syria TV, Al-Ekbariya, Ad-Dounia, Cham TV etc.). Il existe un précédent, puisque la Ligue avait déjà œuvré à la censure de la télévision libyenne pour empêcher les dirigeants de la Jamahiriya de communiquer avec leur peuple. Il n'y a pas de réseau hertzien en Syrie où les télévisions sont exclusivement captées par satellite. Mais cette coupure ne laissera pas les écrans noirs.

En effet, cette décision publique n'est que la partie émergée de l'iceberg. Selon nos informations plusieurs réunions internationales ont été organisées cette semaine pour coordonner l'opération d'intoxication. Les deux premières, d'ordre technique, se sont tenues à Doha (Qatar), la troisième, politique, s'est tenue à Riyad (Arabie saoudite).

Une première réunion a rassemblé les officiers de guerre psychologique « *embedded* » dans quelques chaînes satellitaires, dont Al-Arabiya, Al-Jazeera, BBC, CNN, Fox, France 24, Future TV, MTV — On sait que depuis 1998 des officiers de l'United States Army's Psychological Operations Unit (PSYOP) ont été incorporés dans la rédaction de CNN ; depuis, cette pratique a été étendue par l'OTAN à d'autres stations stratégiques—. Ils ont rédigé à l'avance de fausses informations, selon un « *storytelling* » élaboré par l'équipe de Ben Rhodes à la Maison-Blanche. Une procédure de validation réciproque a été mise au point, chaque média devant citer les mensonges des autres pour les rendre crédibles aux yeux des téléspectateurs. Les participants ont également décidé de ne pas uniquement réquisitionner les chaînes de la CIA pour la Syrie et le Liban (Barada, Future TV, MTV, Orient News, Syria Chaab, Syria Alghad), mais aussi une quarantaine de chaînes religieuses wahhabites qui appelleront au massacre confessionnel au cri de « *Les chrétiens à Beyrouth, les alaouites au tombeau !* »

Le second meeting réunissait des ingénieurs et des réalisateurs pour planifier la fabrication d'images de fiction, mêlant une partie en studio à ciel ouvert et une partie d'images de synthèse. Des studios ont été aménagés durant les dernières semaines en Arabie saoudite pour reconstituer les deux palais présidentiels syriens et les principales places de Damas, Alep et Homs. Il existait déjà des studios de ce type à Doha, mais ils étaient insuffisants.

La troisième réunion regroupait le général James B. Smith, ambassadeur des États-Unis, un représentant du Royaume-Uni, et le prince Bandar Bin Sultan (que le président George Bush père désignait comme son fils adoptif, au point que la presse états-unienne l'a surnommé « *Bandar Bush* »). Il s'agissait de coordonner l'action des médias et celle de « *l'Armée syrienne libre* » dont les mercenaires du prince Bandar forment le gros des effectifs.

L'opération qui était en gestation depuis des mois a été précipitée par le Conseil de sécurité nationale des États-Unis après que le président Poutine ait notifié à la Maison-Blanche que la Russie s'opposerait par la force à toute intervention militaire illégale de l'OTAN en Syrie.

Cette opération comprend deux volets simultanés : d'une part déverser de fausses informations et d'autre part censurer toute possibilité d'y répondre.

Le fait d'interdire des TV satellitaires pour conduire une guerre n'est pas nouveau. Ainsi, sous la pression d'Israël, les États-Unis et l'Union européenne ont successivement interdit des chaînes libanaise, palestinienne, irakiennes, libyennes, et iraniennes. Aucune censure n'a été effectuée envers des chaînes satellitaires provenant d'autres régions du monde.

- La diffusion de fausses nouvelles, n'est pas non plus une première. Cependant, quatre pas significatifs ont été franchis dans l'art de la propagande au cours de la dernière décennie.

- En 1994, une station de musique pop, la Radio libre des Mille Collines (RTML) a donné le signal du génocide rwandais en appelant à « *Tuer les cafards !* ».

- En 2001, l'OTAN a utilisé des médias pour imposer une interprétation des attentats du 11-Septembre et justifier les attaques de l'Afghanistan et de l'Irak. À l'époque déjà, c'est Ben Rhodes qui avait été chargé par l'administration Bush de rédiger le rapport de la Commission Kean/Hamilton sur les attentats.

- En 2002, la CIA a utilisé cinq chaînes, Televen, Globovision, Meridiano, ValeTV et CMT, pour faire accroire que des manifestations monstres avaient contraint le président élu du Venezuela, Hugo Chavez, à démissionner, alors qu'il venait d'être victime d'un coup d'État militaire.

- En 2011, France 24 faisait de facto office de ministère de l'Information du Conseil national libyen, avec qui il était lié par contrat. Lors de la bataille de Tripoli, l'OTAN a fait réaliser en studio et diffuser par Al-Jazeera et Al-Arabiya des images des rebelles libyens entrant sur la place centrale de la capitale, alors qu'ils étaient encore loin de la ville, de sorte que les habitants, persuadés que la guerre était perdue, cessèrent toute résistance.

Désormais, des médias ne se contentent plus de soutenir la guerre, ils la font.

Ce dispositif viole des principes de base du droit international, à commencer par l'article 19 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme relatif au fait « *de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit* ». Surtout, il viole les résolutions de l'Assemblée générale des Nations-Unies, adoptées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour prévenir les guerres. Les résolutions 110, 381 et 819 interdisent « *les obstacles au libre-échange des informations et des idées* » (en l'occurrence la coupures des chaînes syriennes) et « *la propagande de nature à provoquer ou encourager toute menace à la paix, rupture de la paix, ou tout acte d'agression* ». En droit, la propagande de guerre est un crime contre la paix, le plus grave des crimes, puisqu'il rend possible les crimes de guerre et les génocides.

Commentaire.

La limite pour Meyssan, c'est l'ONU, une impasse, il n'en a pas conscience apparemment, il ne faut pas trop lui en demander, il n'est pas marxiste.

Washington a tissé un réseau de bases aériennes secrètes en Afrique. (15.06)

L'armée américaine a développé depuis 2007 un réseau de bases aériennes en Afrique pour surveiller secrètement Al-Qaida ou d'autres groupuscules terroristes ou rebelles, rapporte jeudi 14 juin le *Washington Post*. Les groupes ciblés sont espionnés par de petits avions à turbopropulseur 'camouflés en avions privés' et équipés de technologies de pointe, qui parcourent des milliers de kilomètres sur le continent entre ces bases secrètes, selon le quotidien américain, qui cite des documents et des personnes impliquées dans le projet.

Ce programme remontant à 2007 illustre l'importance croissante prise au cours des dernières années par les forces spéciales américaines et la militarisation constante des opérations de renseignement dans la guerre contre le terrorisme, souligne le Post. Selon le journal, les Etats-Unis opèrent à partir d'une dizaine de bases établies sur le continent, entre autres au Burkina Faso et en Mauritanie, pour surveiller Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), ou en Ouganda, pour suivre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony.

En Afrique de l'Est, les Etats-Unis surveillent en Somalie les insurgés islamistes chebab, récemment intégrés à Al-Qaida, depuis Djibouti, l'Ethiopie, le Kenya et les Seychelles, poursuit le quotidien.

L'une de ces bases secrètes s'organise à Ouagadougou, au Burkina Faso, autour d'un hangar retiré, depuis que les autorités du pays ont craint que les avions américains, qui décollaient jusque-là de l'aéroport situé au coeur de la ville, n'attirent l'attention. Interrogé par le *Washington Post*, le ministre des affaires étrangères burkinabé évoque une coopération de son pays avec les Etats-Unis '*très utile*' pour éviter que le Burkina Faso ne soit '*infiltré*' par Al-Qaida, mais qui doit rester '*très discrète*'.

Commentaire.

Si cette information avait été fournie par des journalistes indépendants ou une source non accréditée par les médias aux ordres, Le Monde aurait hurlé à la théorie du complot. Simple constat.

Un article de l'AFP du 14 juin 2012

Coup d'Etat militaire en Egypte (titre du site). (15.06)

(Titre de l'AFP : *Egypte: la justice maintient la candidature de Chafiq à la présidentielle.*)

La Haute cour constitutionnelle égyptienne a invalidé jeudi une loi interdisant aux anciens piliers du régime de Hosni Moubarak de se présenter aux élections, maintenant ainsi la candidature d'Ahmad Chafiq au second tour de la présidentielle samedi et dimanche.

"*La cour suprême a déclaré anticonstitutionnelle la loi sur les piliers du régime*", a rapporté l'agence officielle officielle Mena. Cette loi, adoptée par le nouveau Parlement, privait tous les responsables de l'ancien régime de leurs droits civiques pour 10 ans.

Ahmad Chafiq, dernier Premier ministre de Hosni Moubarak, doit affronter le Frère musulman Mohammed Morsi les 16 et 17 juin pour le second tour de la présidentielle.

La cour a aussi déclaré que la loi régissant les récentes élections législatives, marquées par une large victoire des islamistes, était invalide pour le tiers des sièges attribué au scrutin uninominal. Les autres sièges ont été attribués à la proportionnelle suivant un scrutin de listes.

Les élections législatives qui se sont étalées de novembre à février, ont vu l'élection d'un Parlement où les Frères musulmans disposent de près de la moitié des sièges et les salafistes de près d'un quart.

Mahmoud al-Khodeiri, un avocat élu au Parlement avec le soutien des Frères musulmans n'a pas exclu, dans une déclaration à l'AFP, qu'un nouveau scrutin soit organisé pour pourvoir les sièges désormais vacants.

Les deux décisions de la cour ont été accueillies par des cris hostiles à l'armée, qui dirige de fait le pays depuis la chute de M. Moubarak en février 2011, et des manifestants ont levé leurs chaussures face à la police pour maquer leur indignation.

"*La révolution est terminée*", s'est écrié un vieil homme près du tribunal, selon une journaliste de l'AFP.

La loi invalidée dite "*d'isolement politique*" interdit "*à tout président de la République, vice-président, Premier ministre, président du Parti national démocrate (PND, parti de M. Moubarak) maintenant dissous, secrétaire général ou membre de son bureau politique*" d'exercer des droits civiques pendant 10 ans.

Elle concerne les personnes ayant occupé un de ces postes pendant les dix années précédant la chute de M. Moubarak.

Ce texte avait été adopté en avril par le Parlement dominé par les islamistes et ratifié par le Conseil militaire au pouvoir.

Ancien commandant de l'armée de l'air puis ministre de l'Aviation civile sous M. Moubarak, M. Chafiq avait été nommé à la tête du gouvernement juste avant la chute de l'ancien président.

Sa défense, citée par la Mena, a stigmatisé cette loi "*sélective et vengeresse*", la qualifiant de "*précédent dangereux*".

L'annonce de ces décisions intervient dans un contexte tendu.

Le 31 mai, l'armée a levé l'état d'urgence, qui était en vigueur depuis l'assassinat de président Anouar al-Sadate en 1981 et donnait des pouvoirs élargis aux forces de l'ordre en matière d'arrestations et de détention.

Mais le ministre de la Justice, Adel Abdelhamid, a rendu mercredi à la police militaire et aux officiers de renseignements de l'armée le pouvoir d'arrêter des civils, une décision qui risque de raviver la colère des militants et des manifestants qui accusent l'armée de trahir la révolution.

Un comlément du monde.fr

La Haute Cour constitutionnelle égyptienne a décidé, jeudi 14 juin, d'invalider un tiers des sièges de l'Assemblée du peuple, ce qui entraînera la dissolution de la chambre basse du Parlement, a déclaré jeudi le président de la Cour.

'Le jugement concernant le Parlement inclut la dissolution de la chambre basse du Parlement dans sa totalité, car la loi qui a gouverné le déroulement des élections est contraire aux règles de la Constitution', a déclaré Farouk Soltan, joint par téléphone. Ce sera à l'exécutif, a-t-il ajouté, de convoquer un nouveau scrutin.

Selon des sources militaires, l'armée qui dirige de fait le pays depuis la chute de Hosni Moubarak en février 2011, se trouvait dans l'après-midi en réunion extraordinaire et pourrait annoncer qu'elle va reprendre le pouvoir législatif jusqu'à l'élection d'une nouvelle Assemblée du peuple (chambre des députés).

Commentaire.

J'ai supprimé le sous-titre suivant qui figurait dans cet article car il pouvait induire gravement en erreur les lecteurs *"L'armée pourrait reprendre le pouvoir*, ces mesures suffisent à prouver qu'elle n'a jamais réellement cessé de le détenir. Rappelons au passage que le parti de Moubarak était la section de l'Internationale jaune à laquelle appartient le PS.

Un article de l'AFP du 14 juin 2012

Le parlement allemand va se prononcer sur le pacte budgétaire le 29 juin. (15.06)

La chancelière Angela Merkel et les sociaux démocrates ont annoncé jeudi un accord pour faire ratifier par Berlin le pacte budgétaire européen le 29 juin, après des semaines de blocage de la gauche allemande, qui s'est rangée aux côtés des socialistes français.

Mme Merkel a besoin des voix d'une partie de l'opposition pour faire avaliser à la majorité des deux tiers par les deux chambres du parlement le pacte qui engage l'Allemagne, et 24 de ses partenaires de l'Union européenne, à plus de discipline dans la gestion des deniers publics.

Enhardis par l'élection du socialiste François Hollande comme président français, le parti social-démocrate SPD et les Verts avaient posé des conditions pour voter le texte: un engagement en faveur de mesures de croissance et la mise sur les rails d'une taxe sur les transactions financières.

Les négociations avec le gouvernement ne sont pas encore bouclées. Mais le choix d'une date -le 29 juin au Bundestag puis au Bundesrat, en même temps que le vote sur le mécanisme permanent de stabilité MES- implique que d'un côté et de l'autre, on mise sur un accord. Il laisse aussi le temps à Mme Merkel de revenir ce même 29 juin d'un sommet européen très attendu à Bruxelles et d'en présenter les conclusions aux députés avant le vote.

"Nous avons fait un grand pas", a jugé le chef de file des députés conservateurs Volker Kauder. "Le calendrier sur lequel nous nous sommes mis d'accord garantit que le MES et le pacte budgétaire entrent en vigueur à temps", a-t-il ajouté, alors qu'un grand nombre d'autres pays dont la France n'ont pas encore ratifié le texte.

"Aujourd'hui nous avons jeté les bases pour que l'Allemagne puisse assumer sa responsabilité en Europe", a poursuivi M. Kauder, ne doutant pas de l'issue favorable du vote allemand.

Rattrapés par la Realpolitik Pourtant, mercredi encore, le chef du SPD, Sigmar Gabriel, déplorait l'absence de "propositions concrètes" sur la croissance.

L'autre revendication principale de la gauche, la taxe sur les transactions financières, était moins difficile à satisfaire: Berlin en est l'un des plus ardents défenseurs en Europe depuis plusieurs années.

Le SPD et les Verts vont vraisemblablement obtenir du gouvernement qu'il s'engage à lui faire voir le jour dans le cadre de la "coopération renforcée" qui nécessite la participation de seulement neuf des 27 Etats de l'UE.

Berlin pourrait lâcher du lest sur une autre demande qui tient particulièrement à coeur aux Verts, la mise en place d'un fonds d'amortissement de la dette, tel que le Parlement européen l'a présenté mercredi.

Au bout du compte pourtant l'impression demeure que les partis d'opposition ont cédé aux impératifs de la Realpolitik. "Il va se passer ce qui n'a jamais vraiment fait de doute: le SPD et les Verts vont soutenir le diktat d'austérité du pacte budgétaire", commentait désabusé le quotidien berlinois Taz (gauche radicale) jeudi.

Mais le SPD était pris en tenaille entre sa volonté de manifester son ancrage à gauche -- d'où le rapprochement ostentatoire avec Paris -- et sa fidélité à une chancelière aux idéaux européens finalement pas très éloignés des siens, et très estimée par ses compatriotes pour sa gestion de la crise.

Le parti ne pouvait pas courir le risque d'apparaître comme mettant en péril les intérêts de l'Allemagne pour des raisons de tactique politique.

Un voyage-éclair du triumvirat des dirigeants du SPD à Paris mercredi n'avait d'ailleurs pas suscité que des commentaires amènes, même au sein du parti.

Pourquoi les sociaux-démocrates allemands se jettent-ils "*dans les bras de ceux (...) qui voient le salut de l'économie mondiale dans des programmes de conjoncture financés à crédit et une mutualisation des montagnes de dettes?*", s'interrogeait ainsi le quotidien de centre-gauche Tagesspiegel.

Commentaire.

Ils n'ont décidément pas de bol au POI ! Eux qui étaient à l'affût de la moindre déclaration d'un dirigeant social-libéral en Europe dénonçant le TSCG et le MES comme si cela pourrait suffir à influencer l'orientation politique des partis de l'Internationale jaune, c'était comme ignorer leur véritable nature et entretenir des illusions dans la tête des militants dans des partis passés à l'ennemi. Ils n'ont semble-t-il toujours pas compris que l'Internationale jaune n'a cessé de reproduire le 3 août 1914 depuis 98 ans. C'est désolant.

Généralement dans ce cas de figure, les sociaux-libéraux sont encore plus royalistes que le roi, ils en rajoutent une couche pour témoigner de leur fidélité indéfectible à l'idéologie dominante.

Bien entendu l'adoption de "*l'économie de marché*" ne va pas sans contradictions dans un parti qui se dit socialiste, nous en tenons compte, mais pas du tout à la manière des opportunistes qui y voit la garantie d'une évolution possible de leur orientation politique qui pourrait aller jusqu'à remettre en cause leurs liens organiques avec le capital, autrement dit, porter gravement atteinte à la stabilité du régime en place. Or, ils n'ont cessé de démontrer à une multitude de reprises au cours du XXe siècle qu'ils en étaient totalement incapables.

A l'opposé, nous appelons les militants et les travailleurs à ouvrir leurs yeux et leurs oreilles, nous leur expliquons que cette posture soudaine de certains dirigeants de l'Internationale jaune est le pendant démagogique de leur accommodation à toutes les politiques antisociales et réactionnaires auxquelles ils ont participé ou qu'ils ont couvertes pendant de nombreuses années ou parfois des décennies, pour se faire passer pour autre chose que ce qu'ils sont et qu'il n'y a rien à en attendre.

Il faut bien comprendre que dans ces partis qui ont adopté le capitalisme, il est absolument impossible qu'un militant combattant sincèrement pour le socialisme parvienne à leurs directions, il est marginalisé ou éliminé avant, il n'y a pas sa place tout simplement.

Les dirigeants d'un tel parti ont intégré l'intégralité de l'histoire de leur parti, partant de là, ils passent leur temps à la reproduire en y ajoutant de nouveaux chapitres tout aussi peu glorieux, n'accordant pas plus de valeur à leurs déclarations qu'à leur première chemise, finalement seul compte à leurs yeux la stabilité du régime qu'ils servent et les nourrit. Ils sont fidèles à l'idéologie qu'ils ont adoptée, n'espérez pas qu'ils le soient ailleurs, vous tomberiez de haut.

En conclusion, s'appuyer unilatéralement sur leurs déclarations sans que réciproquement ils engagent le combat à vos côtés, c'est leur servir la soupe, c'est cautionner la politique de ces partis.

Un article Le Monde du 14 juin 2012

Jean-Marc Ayrault prépare l'opinion aux "efforts" à venir. (15.06)

Préparer les esprits aux temps difficiles sans les désespérer. Annoncer aux Français des lendemains douloureux sans les décourager. Parce qu'il reste une campagne électorale à achever, les deux têtes de l'exécutif rechignent à endosser les habits de Cassandre. Mais, par petites touches, à coups de déclarations soigneusement calibrées, ils le reconnaissent : *"Il va falloir faire un effort, c'est certain"*, avait dit François Hollande sur le plateau du 20 heures de France 2, le 29 mai. *"Tout le monde doit faire un effort"*, a confirmé Jean-Marc Ayrault, mercredi 13 juin, dans l'émission "Questions d'info", diffusée sur LCP et France Info, en partenariat avec Le Monde et l'AFP.

L'"effort" en question découle d'un constat qui n'étonnera personne et que le premier ministre a résumé ainsi : *"La situation est difficile."* Plus difficile que prévu, lui a-t-on demandé ? *"Je ne sais pas"*, a-t-il répondu. Dans son entourage, la parole est plus libre. *"Oui, ce sera plus dur que prévu, reconnaît-on à Matignon. Le rapport de la Cour des comptes, qui sera rendu public fin juin, devrait faire apparaître un héritage dégradé. Il faudra faire des efforts."*

VOLET FISCAL IMPORTANT

Peu à peu se dessine un agenda, celui, précisément, des efforts que le gouvernement s'appête à demander aux Français au lendemain du second tour des élections législatives. Tout partira donc du fameux rapport sur l'état des comptes publics que les magistrats de la rue Cambon publieront dans la semaine du 24 juin. Cet audit servira de toile de fond au discours de politique générale que prononcera M. Ayrault devant les nouveaux députés la semaine suivante, vraisemblablement le mardi 3 juillet.

Il restera alors un mois, que le premier ministre veut *"utile"*, au cours duquel le Parlement siégera en session extraordinaire. C'est au cours de ce mois qu'aura lieu le débat d'orientation des finances publiques après la présentation du projet de loi de finance rectificative - le *"collectif budgétaire"* - lors du dernier conseil des ministres de juin ou du premier de juillet.

Ce collectif budgétaire comportera un volet fiscal important. Compte tenu de la croissance, qui est très faible, l'impôt est le seul levier sur lequel le gouvernement peut s'appuyer pour espérer tenir ses engagements en matière de réduction des déficits - 4,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2012 et 3 % en 2013.

"Il y aura un effort fiscal", a admis M. Ayrault à "Questions d'info". Mais "au mois de juillet, ce n'est pas les classes moyennes et les classes populaires" qui seront touchées, a-t-il précisé. Qui alors ? *"Les grandes entreprises et un certain nombre de cadeaux qui ont été faits aux ménages les plus élevés"*, a-t-il répondu, en évoquant l'alourdissement du barème de l'impôt sur la fortune promis par François Hollande durant la campagne, autrement dit l'annulation de la réforme de 2011 qui avait permis à 300 000 contribuables de cesser de s'y voir assujettis.

L'URGENCE AVANT LE FOND

C'est à l'automne, en revanche, que sera discutée la création d'une tranche d'impôt à 75 % pour les revenus supérieurs à 1 million d'euros par an, a indiqué M. Ayrault. Interrogé sur un éventuel emprunt obligatoire, comme celui mis en œuvre par Jacques Delors, alors ministre de l'économie et des finances, en 1983, le chef du gouvernement est resté prudent. *"Rien n'est exclu"*, a-t-il dit, précisant que *"pour l'instant, cette question n'a absolument pas été abordée et tranchée"*.

Dans la scansion du travail gouvernemental, l'été est considéré comme le temps des *"mesures d'urgence"*. Pour les *"réformes de fond"*, il faudra attendre l'automne, a prévenu Jean-Marc Ayrault. Le gouvernement, qui avait originellement prévu de resserrer le calendrier, préfère attendre la publication, mi-août, des estimations de croissance de l'Insee pour le deuxième trimestre avant d'ajuster le projet de loi de finances pour 2013 et la loi de programmation des finances publiques. On devrait alors en savoir plus la façon dont l'exécutif entend maîtriser les finances publiques - sujet sur lequel il est resté jusque-là particulièrement silencieux.

Commentaire.

Scansion signifie : Action, manière de scander une idée du présent ou du passé, synonyme de déclamer un texte.

On le connaît par avance le contenu du rapport de la Cour des comptes : il s'inspire pour ne pas dire qu'il va reprendre à la lettre les recommandations de l'OCDE, de la Banque mondiale, du FMI, de l'UE et de Washington que tout le monde connaît déjà, non ?

La méthode pour appliquer sa politique réactionnaire, on la connaît aussi, en associant pas à pas les syndicats et le PS avec ses satellites, soit en profitant de la neutralité ou du soutien "*critique*" du parti de l'ordre, des médias et des institutions.

Il est vrai qu'il nous manque les détails pour ce qui est des mesures à venir, mais le gouvernement a déjà annoncé quelle serait l'orientation de sa politique qui s'inscrit dans la continuité de celle de Sarkozy, cela aussi tout le monde est censé le savoir, alors à quoi cela rime de faire semblant de l'ignorer, pour faciliter l'élection à l'Assemblée nationale d'une majorité de députés du PS, pour qu'il obtienne la majorité absolue, dans quel but, pour la dénoncer ensuite en espérant peser dessus, pour récupérer des transfuges du PS, mais c'est un vulgaire calcul d'appareil qui n'a rien à voir avec la conception marxiste de la lutte de classe. Ce n'est pas nouveau, vous comprenez pourquoi nous en sommes toujours au même point depuis 70 ans ?

Une crise institutionnelle suffirait-elle à faire vaciller ou tomber un régime ? Là n'est pas l'essentiel si les masses n'y ont pas été préparées, si le niveau de conscience politique des travailleurs n'est pas à la hauteur des tâches que requerrait une telle situation politique, dans des conditions défavorables, elle permettrait au contraire à la réaction de reprendre la main et de frapper, de réaliser justement ce qu'elle n'a pas pu mettre en oeuvre précédemment en instituant un régime d'exception, en muselant ou disloquant le mouvement ouvrier déjà mal en point ou affaibli du fait de son incapacité à se doter d'une perspective politique rompant avec le capitalisme et les institutions.

Une fois le gouvernement discrédité pour avoir suivi la même politique que ses prédécesseurs, le parti de l'ordre peut décider du moment le plus opportun pour passer à l'offensive afin de précipiter sa chute, comme dans tous les cas de figure dans la configuration actuelle ce n'est pas le prolétariat qui prendrait une telle initiative, il en est incapable sur le plan politique, l'avantage reviendrait à son ennemi mortel.

On peut aussi observer ce qui se passe dans les pays où la crise est plus avancée, au Portugal, en Italie, en Espagne ou en Grèce, qui confirme en partie ce qui vient d'être dit. Mais aussi en Tunisie ou en Egypte ou pourquoi pas en Lybie et en Syrie, où finalement il n'existe pas d'issue politique en dehors des régimes en place, je veux dire par là que les conditions ne sont pas réunies pour envisager une révolution sociale et politique qui pourrait vaincre, cela demeure notre objectif et notre axe de combat, c'est peut-être dur à avaler, mais il faut être lucide en toute circonstance si l'on veut être à la hauteur de nos responsabilités et aller de l'avant malgré tout, on n'a pas le choix.

Le travail de sape en profondeur du capitalisme et des institutions de la Ve République dans toutes les couches de la société n'a pas encore commencé à produire ses effets, a-t-il seulement vraiment été entrepris avec le sérieux indispensable pour être crédible auprès des masses exploitées, on a le droit de se poser cette question. Qui défend aujourd'hui les grandes lignes du marxisme qui devraient en être à la fois la toile de fond et la perspective, qui popularise le socialisme ? Je vous laisse répondre à cette question.

Un article de l'AFP du 16 juin 2012

Espagne: Rajoy promet plus de réformes après l'appel du FMI. (17.06)

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a promis samedi plus de réformes pour rendre l'économie "*plus flexible et plus compétitive*", sans toutefois préciser lesquelles, au lendemain de l'appel du Fonds monétaire international (FMI) à de nouveaux efforts.

"Il faut faire des réformes qui rendent notre économie plus flexible et plus compétitive". "C'est pour cela que nous allons continuer à faire des réformes pendant toute la législature. Nous devons préparer le pays pour l'avenir", a affirmé Mariano Rajoy devant des élus de son parti (Parti populaire, droite) à Saint-Sébastien (Pays Basque).

Il a rappelé la série de réformes déjà mises en oeuvre en matière budgétaire, bancaire et dans le secteur de l'électricité, reconnaissant que les problèmes les plus importants du pays restaient la dette extérieure, le déficit budgétaire et "*le manque de crédit*".

Selon plusieurs médias, M. Rajoy a affirmé à des journalites, à l'issue de la réunion, qu'il n'entendait pas, pour l'heure, appliquer les recommandations du FMI.

Depuis l'annonce du plan de sauvetage européen aux banques espagnoles samedi dernier, Madrid affirme qu'il n'est assorti d'aucune condition autre que la réforme du secteur bancaire.

Mais le FMI, qui a obtenu un rôle de supervision du plan d'aide européen de jusqu'à 100 milliards d'euros, a formulé vendredi ses premières instructions, en prônant notamment une hausse immédiate de la TVA et la baisse des salaires des fonctionnaires.

Pour s'en sortir, le pays doit notamment "*poursuivre les privatisations de manière agressive*", identifier "*les banques non viables*", ce qui implique de les laisser faire faillite, et "*mettre en garde immédiatement certaines régions et intervenir rapidement*" si elles ne rééquilibrent pas leurs comptes, a affirmé le FMI, dans un rapport présenté vendredi.

Il estime que l'objectif de l'Espagne de réduire son déficit à 5,3% du PIB contre 8,9% en 2011, sera "*probablement raté*".

L'Espagne doit faire à des taux d'emprunt quasi insoutenables pour se financer sur le marché: le taux des obligations espagnoles à dix ans a grimpé jeudi à un niveau jamais vu depuis la création de la zone euro, à 6,967%.

Un article d'atlantico.fr du 17 juin 2012

Jusqu'à quand l'Europe tolérera-t-elle la quasi guerre économique que lui mène l'Allemagne ? (18.06)

L'Allemagne a pratiqué depuis la création de l'euro une politique de déflation salariale dans les emplois manufacturiers ce qui l'a conduit à une politique export agressive à l'égard de ses partenaires de la zone euro qui ne pouvaient plus dévaluer et qui s'ils avaient suivi cette politique déflationniste aurait immédiatement plongé l'Europe en récession

L'Allemagne a presque doublé son PIB à l'export, en 10 ans, depuis son appartenance à la zone euro. Elle fait désormais 50% de son PIB à l'export, 85% de ses excédents commerciaux en Europe, plus de 60% dans la zone euro.

Elle est parvenue à ce niveau d'exportation en mettant ses salaires sous la productivité dans l'industrie au cours des années socialistes, de 2000 en 2005, en diminuant donc son marché intérieur. Elle a pratiqué une politique de déflation salariale dans les emplois manufacturiers, ce qui l'a conduit à une politique mercantiliste plus particulièrement par rapport à ses partenaires de la zone euro qui ne pouvaient plus dévaluer. Cependant, si la zone euro avait suivi cette politique déflationniste, elle serait immédiatement rentrée en récession ; l'Allemagne n'aurait pu gagner aucune part de marché à l'extérieur tout en perdant son marché intérieur, elle serait également rentrée en récession. Les gains de la politique allemande n'ont été profitables à ce pays qu'en tant que passager clandestin du train européen et plus particulièrement en tant que passager clandestin du wagon de la zone euro.

Certes les salaires augmentaient nettement au-delà de la productivité en Espagne ou en Grèce ou même en France mais comme un peu partout, moins en France qu'en Grande Bretagne. En accentuant ses excédents, l'Allemagne augmentait donc les déficits des autres pays européens car elle restait et reste toujours – elle qui se veut un grand compétiteur mondial - déficitaire par rapport à tous les pays émergents et son excédent par rapport aux Etats-Unis est de 50% inférieur à celui qu'elle a vis-à-vis de la France (27 milliards d'excédents face à la France contre 14 milliards aux EU en 2010).

La France a subi cette politique. Elle avait un commerce extérieur en équilibre à la veille de son entrée dans l'euro ; elle a désormais le principal déficit commercial de la zone euro en montant, son second déficit commercial étant avec l'Allemagne après la Chine. La France a pu certes tirer la croissance de la zone euro, par sa demande, mais le principal bénéficiaire extérieur en fut d'abord le commerce allemand ! En face de la demande, en France, il faudra donc remettre plus d'offre ; il n'est pas possible, en effet, de maintenir la demande sans offre sauf à creuser les déficits. Cette politique n'est pas durable ni pour le pays qui fait des excédents, ni pour celui qui fait des déficits. La France ne tire pas gloire de ses déficits, l'Allemagne ne peut tirer gloire de ses excédents !

Si le salaire moyen par tête augmente moins fortement que la productivité du travail par tête, le coût salarial unitaire diminue. Inversement si le salaire moyen par tête augmente plus fortement que la productivité par tête, le coût salarial unitaire augmente. Dans l'industrie allemande, le coût du salaire diminue sous la base 100. Pour tous les salaires, il se maintient en Allemagne jusqu'en 2007, puis monte à 110 en 2012 pour 120 aux États-Unis... L'Allemagne reste systématiquement en-dessous de ses partenaires commerciaux.

Par ailleurs, la France (sous le Président Sarkozy) a subi également le refus allemand de faire du MES une banque pouvant se fournir directement à la BCE. Le MES – version française - aurait pu reprêter aux Etats sans être sous la contrainte des marchés; il eût pu prêter au même taux que la BCE prête actuellement aux banques donc avec un intérêt de la dette inférieur à l'inflation pour arrêter ainsi la spirale de l'endettement. Le MES eût pu également renflouer les banques en difficulté en capital en prenant ainsi, par ce moyen, le contrôle du système bancaire européen via les Etats qui sont les actionnaires du MES. Nous ne serions plus à accuser la finance ; nous en aurions pris le contrôle, du moins nous pourrions agir avec responsabilité ou irresponsabilité sans accuser l'ennemi invisible...

Ce refus allemand a entraîné la BCE dans cette politique absurde qui consista à prêter aux banques plus de 1000 milliards en espérant qu'elles reprètent – en renvoyant pour ainsi dire l'ascenseur - aux Etats ou mieux à l'économie réelle. Les faits sont là : moins de 10% de ces montants sont allés à l'économie réelle ; le reste est allé au trou sans fond du manque de liquidité des banques car elles n'ont plus confiance entre elles en raison de l'incapacité qu'ont les Etats de garantir, quoi qu'il advienne, la solvabilité des banques et des

Etats. A cause de l'Allemagne et son refus du MES français, les Etats doivent aussi s'endetter pour sauver les banques en capital, ce qui entraîne un risque supplémentaire sur les Etats qui vont au secours de leurs banques, risque subi en contrecoup par les banques qui ont de la dette publique nationale. Cercle vicieux dont on ne peut sortir qu'en abandonnant le concept devenu absurde d'une Banque Centrale uniquement au service des banques contre les Etats et contre l'économie des besoins humains. La BCE doit être au service du Bien commun économique européen même s'il faut sacrifier pour cela le rentier et plus particulièrement le rentier allemand, électeur de Madame Merkel.

L'Angleterre a une balance commerciale en plus mauvais état que celle de l'Espagne et un endettement public équivalent à celui de l'Espagne mais avec le pragmatisme anglo-saxon sur l'indépendance de sa Banque centrale, elle connaît des taux très faibles sur sa dette en raison, justement, de l'intervention de la Banque centrale qui achète les bonds du Trésor. Elle recapitalise ses banques sans s'endetter par création monétaire...

Cette conception rigide sur la Banque centrale est rejetée par tous les peuples. Elle fait gronder la révolution dans toute l'Europe en raison d'une fausse appréhension germanique de l'inflation – maîtrisée uniquement par la monnaie de base – conceptions erronée dans l'actuel contexte de guerre monétaire et contredite par les faits aussi bien aux Etats-Unis, qu'au Japon, qu'en Grande Bretagne. D'ailleurs un peu d'inflation, comme nous en avons connu dans les trente glorieuses, n'est-il pas préférable à la mort de l'économie ? Madame Merkel veut préserver le rentier, son rentier allemand ! Elle perdra la rente et donc son rentier car elle aura tué l'économie européenne et sans économie, plus de rente.

Selon le titre d'un grand quotidien Angela Merkel se fâche contre la France, nous n'obéissons pas assez au leader économique européen, donneur de bonnes leçons.

Mais la France n'est pas seule. Le Président conduit, à juste titre, une concertation avec les pays du Sud, plus particulièrement avec l'Italie de monsieur Monti qui sait ce que la rigueur veut dire, pour contrer cette politique qui a assez duré nous ayant conduits tous dans l'impasse, essentiellement à cause de l'entêtement germain. L'Allemagne rage mais rappelons lui les propos de Madame Lagarde, qui n'ayant rien d'un ministre anti-allemand, rappelait à ce pays, que les excédents font les déficits, on ne peut avoir les uns sans accepter les autres. L'Allemagne veut bien ses excédents mais elle ne veut pas contribuer solidairement pour les déficits des autres dont elle est pourtant le principal bénéficiaire.

Irait-on jusqu'à dire comme l'écrivait Gustave Le Bon, en 1918, dans Hier et Demain « *L'Allemand moderne est plus dangereux encore par ses idées que par ses canons. Le dernier des Teutons reste convaincu de la supériorité de sa race et du devoir, qu'en raison de cette supériorité, il a d'imposer sa domination au monde. Cette conception donne évidemment à un peuple une grande force. Il faudra peut-être une nouvelle série de croisades pour la détruire* ».

Ce propos est osé. Tiré de son contexte d'après-guerre, il peut devenir impertinent ; surtout il pourrait être dit, au cours de l'histoire de l'humanité, à des moments divers, sans doute de tout peuple. Cependant la France est bien obligée de mener ce combat contre les idées allemandes avec les pays du Sud européen et les autres pays de bonne volonté si elle veut maintenir l'économie européenne faite d'offres et de demandes, d'excédents et de déficits, qui restent équilibrés pourtant au sein de la zone euro.

Nous voulons faire comprendre à l'Allemagne – certes dans un rapport de forces auquel elle nous oblige - que son intérêt à court, moyen et long terme reste malgré tout l'Europe dont elle ne peut tirer profit sans être aussi solidaire ; cette Europe qui est un bien pour tous et non une propriété allemande.

(cet article figure dans la rubrique *Economie* avec deux graphiques très intéressants, format pdf - Acrobat Reader)

Un article de l'expansion.com et AFP du 18 juin 2012

Google dénonce une hausse alarmante de la censure politique sur le web. (19.06)

Les demandes émanant de gouvernements pour censurer des contenus présents sur Google et YouTube ont doublé en six mois. Le moteur accepte dans un peu plus de la moitié des cas.

Les messages politiques constituent l'essentiel des contenus que les gouvernements demandent à Google de supprimer de ses pages, a révélé dimanche soir le groupe internet. *"C'est inquiétant non seulement parce que la liberté d'expression est remise en cause, mais parce que certaines de ces demandes émanent de pays qu'on ne soupçonnerait pas - des démocraties occidentales qu'on n'a pas l'habitude d'associer à la censure"*, a indiqué une analyste de Google, Dorothy Chou, à l'occasion du cinquième rapport semestriel de Google sur la transparence.

Le nombre de demandes a doublé au deuxième semestre 2011 selon cette liste, qui mentionne pour la première fois l'Ukraine, la Jordanie et la Bolivie.

Au total entre juillet et décembre, Google a accédé à environ 65% des 467 demandes judiciaires de suppressions de contenus, notamment sur les pages de son moteur de recherche ou de son site YouTube, et à 46% des 561 demandes non appuyées par une autorité judiciaire.

"Nous avons remarqué que des organismes gouvernementaux de divers pays nous demandaient quelquefois de retirer des messages politiques mis en ligne par nos utilisateurs", a noté Mme Chou.

Le Brésil a la censure facile

Par exemple les autorités espagnoles ont demandé à Google de retirer 270 résultats de recherche renvoyant sur des blogs ou articles qui mentionnaient certaines personnalités publiques, comme des maires ou des procureurs. En Pologne, une institution publique a demandé à Google de supprimer un lien vers un site qui la critiquait. Selon Mme Chou, Google ne s'est pas plié à ces demandes des autorités espagnoles et polonaises.

Mais au Brésil, une cour électorale a conduit Google à supprimer quatre profils d'utilisateurs de son réseau social Orkut en raison de leur contenus politiques. Dans ce pays, la législation sur la diffamation permet d'obtenir le retrait d'informations même si elles sont vérifiées, explique Google. Il est en outre interdit de montrer des parodies de candidats en période électorale, ce qui conduit par exemple à supprimer des extraits de spectacles comiques.

Au Canada, Google s'est refusé à supprimer de YouTube une vidéo où un citoyen canadien urinait sur son passeport avant de le faire disparaître dans les toilettes, comme le demandaient des responsables canadiens.

En France, les autorités ont mis en cause 58 liens, messages ou vidéos. Google a accepté pour 67% des demandes appuyées par la justice, et 47% des autres.

Bond des demandes de censure en Inde

En Inde, les demandes ont bondi de 49% entre le premier et le deuxième semestre.

Au Pakistan, le ministère de l'information a demandé le retrait de six vidéos se moquant des militaires et des responsables politiques, mais Google n'a pas obéi. En revanche le groupe internet a fermé cinq comptes YouTube à la demande de l'association britannique des officiers de police, qui estimaient qu'on y trouvait l'apologie du terrorisme.

En Thaïlande le ministère de l'information, des communications et des technologies a demandé le retrait de 149 vidéos considérées insultantes pour la monarchie. Google a restreint le visionnage de 70% de ces vidéos.

Les demandes officielles de la Turquie concernaient essentiellement des vidéos sur Mustafa Kemal Atatürk, et Google a rendu certains clips inaccessibles dans le pays.

"Nous nous rendons compte que les chiffres que nous communiquons ne fournissent qu'un petit éclairage sur ce qui se passe dans le web en général", a déclaré Mme Chou, "mais nous espérons qu'en cultivant la transparence sur ces données, nous pouvons contribuer au débat public sur la façon dont le comportement des gouvernements façonne internet".

Un article de lexpansion.com du 19 juin 2012

Près d'un Américain sur sept ne dispose pas de couverture maladie. (20.06)

15% de la population aux Etats-Unis ne disposaient pas d'une couverture maladie en 2011. Sont surtout touchés les personnes pauvres, les Hispaniques, les non-diplômés et les chômeurs.

Près d'un Américain sur sept (15,1% de la population des Etats-Unis) était dépourvu de couverture maladie en 2011, selon une étude des services de santé américains publiée mardi.

Quelque 46,3 millions de personnes (15,1%) n'étaient pas assurées au moment où elles étaient interrogées, 58,7 millions (19,2%) n'avaient pas été assurées à un moment de l'année précédant l'entretien et 34,2 millions (11,2%) n'étaient pas assurées depuis plus d'un an, selon cette enquête des Centres de contrôle des maladies (CDC).

L'étude est publiée alors que les Etats-Unis attendent une décision de la Cour Suprême, la plus haute juridiction du pays, sur une réforme emblématique du président Barack Obama qui rend obligatoire la couverture maladie. Quelque 7% des enfants de moins de 18 ans n'étaient pas assurés au moment de l'entretien, comme 27,9% des 19-25 ans, soit 8,4 millions de personnes, détaille l'étude.

Le nombre de personnes non assurées baisse dans toutes les tranches d'âge par rapport à l'année précédente, remarque l'étude, qui montre que sont surtout touchés les personnes pauvres (40% sont sans assurance), les Hispaniques, les non-diplômés et les chômeurs. Les chiffres publiés sont des projections nationales se basant sur des entretiens réalisés dans 32 des 50 Etats américains.

Un article de l'AFP du 19 juin 2012

Espagne: un conflit minier s'enlise dans le nord, la grève tourne à l'émeute. (20.06)

Des lance-pétards aux allures de lance-roquettes, des barricades enflammées: les rues du village minier de Cinera, dans le nord de l'Espagne, se sont transformées mardi en scène d'émeutes d'une violence rarement vue depuis le début du conflit des mineurs il y a un mois.

"*Attention, ils arrivent!*", crient quelque 200 mineurs qui viennent de mettre le feu à des barricades, certains tapant sur les rails de sécurité pour prévenir de l'arrivée des policiers anti-émeute, venus lever les barrages enflammés qui coupent la route et la voie ferrée.

Tout ce village de 1.000 habitants, la plupart mineurs ou leurs familles, depuis plusieurs générations, se mobilise.

Ce n'est pas la première fois que les mineurs coupent le trafic routier et ferroviaire entre Gijon et Leon depuis que les syndicats ont décidé la grève illimitée, le 31 mai.

Mais aujourd'hui, ils sont encore plus déterminés, persuadés que le gouvernement ne reviendra pas sur sa décision de réduire les aides de 63% au secteur du charbon s'ils ne se font pas plus violents.

A la clé, selon eux, la survie de 30.000 emplois directs ou indirects, menacés par la fin programmée des aides publiques au charbon.

"*On ne va pas s'arrêter, ils se fatigueront avant nous. Pour nous c'est la guerre*", assurent en chœur plusieurs mineurs.

Alors qu'au loin on entend le claquement des premiers fumigènes tirés par la police, les manifestants, tous encagoulés, le visage sous des foulards, se préparent, s'armant de bouteilles, de cailloux, de frondes. Certains prennent position avec des lance-pétards aux allures de lance-roquettes.

Commence alors une bataille rangée entre policiers et manifestants. Les mineurs lancent tout ce qu'ils peuvent, bouteilles, cailloux, pierres, à la main ou à l'aide de frondes.

Les policiers, casqués, protégés par d'épais gilets pare-balles et par des boucliers, répondent par des tirs de balles en caoutchouc et de fumigènes. Certains visent le ciel mais d'autres tirent vers les manifestants.

"*Bande de fils de p..., ils nous tirent dessus*", hurlent les mineurs. Les balles en caoutchouc fument, certaines brisant des vitres. Des voitures de police garées sont aussi touchées par des jets de bouteilles et de pierres.

Les policiers se retirent

Après une demi-heure d'affrontements, les policiers se regroupent et se retirent du village, harcelés par les manifestants.

"*Le gouvernement doit comprendre qu'ici, c'est Belfast. En 1991, le conflit a duré cinq mois. Ca ne nous fait pas peur. On est prêt à aller jusqu'au bout*", affirme Ramon, un mineur retraité de 52 ans qui préfère comme les autres conserver l'anonymat.

Le maire de la localité, Francisco Castanon confirme: "*C'est l'affrontement le plus dur que j'ai vu depuis le début du conflit*".

"*La question qu'on se pose tous ici, c'est: où est passé l'argent, toute l'aide européenne ? Elle s'est perdue en chemin. Les régions ont dilapidé cet argent et la reconversion de la zone n'a pas eu lieu*", dénonce Ruben Dario, responsable du syndicat CCOO pour la zone.

Face à ce "*scandale*", pas question de désarmer. Les syndicats CCOO et UGT ont annoncé mardi une "*marche noire*" de 500 kilomètres jusqu'à Madrid.

Les mineurs partiront vendredi en trois colonnes, de 60 marcheurs chacune, des régions de Castille-et-Leon, des Asturies et d'Aragon, dans le nord de l'Espagne. L'arrivée est prévue à Madrid le 11 juillet.

Lundi, des dizaines de milliers de mineurs et leur familles avaient défilé dans les régions minières et plusieurs villes étaient restées mortes, à l'occasion d'une journée de grève générale à l'appel des syndicats.

Un article de lexpress.fr du 19 juin 2012

Ce qu'il faut retenir du G20 de Los Cabos. (20.06)

Bisbilles entre dirigeants européens, enterrement de la taxe sur les transactions financières, pressions sur la zone euro: il y a eu peu d'avancées lors de cette réunion des grands dirigeants de la planète. Le FMI, qui a vu sa capacité de prêt renforcée, est le grand gagnant.

La lutte contre les paradis fiscaux avance... sur le papier: sur ce terrain, une petite avancée est à noter. 13 pays dit "non coopératifs" ont été montrés du doigt. De surcroît, le sujet de l'évasion fiscale des grandes multinationales, via des systèmes de transfert entre filiales de grands groupes installées dans des paradis fiscaux, a été inscrit à l'agenda des discussions. Une nouveauté. La cagnotte du FMI mieux dotée: le fond monétaire international a vu ses moyens nettement renforcés. Ils grimpent à 456 milliards d'euros. Une quarantaine de pays vont apporter leur contribution pour permettre à l'institution dirigée par Christine Lagarde d'endiguer la contagion de la crise de la zone euro. Optimiste? Le FMI est, en tout cas, le grand gagnant de cette édition du G20.

La taxe sur les transactions financières enterrée: elle ne devrait pas voir le jour de sitôt. Ce projet, si cher à Nicolas Sarkozy, ne devrait même pas figurer dans la déclaration finale du G20. Une nette victoire des Etats-Unis et de la Chine, farouchement opposés à cette mesure. Refusant tout défaitisme, François Hollande s'est voulu pragmatique: "*Ne recherchons pas l'unanimité sur ce sujet. Ce serait un vœu pieux*". Reste une autre solution, plus limitée: mettre en place une "coopération renforcée" sur le sujet entre pays européens ou réfléchir à un "*instrument commun*" à plusieurs pays.

De la Grèce à l'Espagne, l'Europe au coeur des discussions: le sommet international avait, cette fois encore, les yeux rivés sur l'Europe. Il a été question de la situation en Grèce, bien sûr, mais la victoire dimanche soir d'une coalition favorable au maintien dans la zone euro a été accueillie avec soulagement par les gouvernants. En revanche, nombre d'entre eux se sont montrés préoccupés par la situation en Espagne, où les banques traversent une crise sans précédent.

La prudence de François Hollande face à la Chine: le président français s'est entretenu avec le chef d'Etat chinois Hu Jintao. Hollande a-t-il exigé la convertibilité du yuan, comme il s'y était engagé pendant la campagne? "*Pas expressément*", a confié un ministre français. En revanche, il a été question des échanges commerciaux entre les deux pays et de quelques dossiers brûlants comme l'Iran. François Hollande se rendra dans les prochains mois dans l'Empire du milieu.

La pression de Barack Obama sur l'Union européenne: lundi soir, une rencontre entre le chef d'Etat américain et ses homologues européens a été reportée. "*Il était tard, notamment pour les Européens*", veut croire François Hollande pour expliquer cette décision. Les Américains semblaient plutôt attendre que les Européens clarifient leurs positions sur plusieurs dossiers chauds, comme l'Espagne. Un membre de la délégation française positive: "*Quand on parle aux autres, on est obligé de se mettre d'accord entre nous, cela crée des cristallisations*".

La provocation anti-Hollande de David Cameron: le premier ministre britannique n'y est pas allé de main morte. Il s'est dit prêt à "*dérouler le tapis rouge*" pour les entreprises fuyant la future tranche d'imposition marginale de 75% promise par François Hollande pendant la campagne, lors d'une rencontre avec des dirigeants d'entreprise lundi 18 juin, en marge du G20. Et il a moqué la fiscalité française. Le socialiste n'a pas apprécié: "*Je ne me dissiperai pas des objectifs que je me suis fixé*", a-t-il indiqué. Avant d'assurer qu'il n'entrerait pas dans cette polémique, préférant prendre de la hauteur et faire preuve de "*noblesse d'âme*". Sous-entendu: pas comme David Cameron. Et d'ajouter: "*Sur la politique fiscale, nous ferons la comparaison*".

Un article de l'AFP du 21 juin 2012

Mécanisme européen: un imbroglio juridique retarde la ratification allemande. (22.06)

Angela Merkel a obtenu jeudi le ralliement de l'opposition allemande au pacte budgétaire européen et du fonds de secours MES, mais un imbroglio juridique vient compliquer la mise en oeuvre à l'échelle européenne du mécanisme d'aide.

Ce contre-temps est une mauvaise nouvelle pour la chancelière allemande, à la veille d'un mini-sommet des quatre principales économies de la zone euro (Allemagne, France, Italie, Espagne) à Rome.

Après plusieurs jours de négociation, elle avait réussi à lever le dernier obstacle qui semblait pouvoir s'opposer à une ratification du texte combinant pacte budgétaire et MES à la date prévue, en ralliant les sociaux-démocrates et les Verts afin de réunir la majorité requise des deux tiers au Parlement allemand.

Mais c'était compter sans la Cour constitutionnelle de Karlsruhe (ouest) qui, ces derniers temps, n'a cessé de se rappeler au bon souvenir du gouvernement fédéral, à coup de décisions renforçant les prérogatives du Parlement face à l'exécutif.

A la grande surprise de Berlin -- le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, s'étonnant par exemple que "*deux organes constitutionnels communiquent ainsi publiquement*" --, la plus haute juridiction du pays a demandé au président allemand Joachim Gauck de surseoir à la signature de ce texte de loi incluant le Pacte budgétaire et le mécanisme de sauvetage MES.

Lequel a fait savoir qu'il répondrait favorablement à cette demande.

La Cour avait présenté cette requête pour pouvoir examiner un éventuel recours contre le texte de la gauche radicale Die Linke, seul parti à ne pas s'être rallié au gouvernement.

Le vote du Parlement allemand est prévu le 29 juin mais sans la signature du président, le texte n'a aucune portée juridique.

Un retard de deux à trois semaines

Cette signature ne pourra intervenir que lorsque le recours annoncé par Die Linke aura pu être examiné par la Cour constitutionnelle, ce qui devrait prendre entre deux et trois semaines, a indiqué un porte-parole de la Cour à l'AFP.

Le MES devait initialement entrer en vigueur en juillet, une année avant la date initialement prévue, et a une capacité de 500 milliards d'euros, 80 milliards d'euros de capital et le reste sous forme de garanties.

Le fonds ne peut démarrer qu'une fois ratifié par des Etats pesant 90% du capital. Impossible donc de se passer de l'Allemagne, première contributrice qui en verse à elle seule plus d'un quart.

Une mise en oeuvre rapide de ce mécanisme était d'autant plus attendue qu'il pourrait par exemple être mis à contribution très vite pour soutenir le secteur bancaire espagnol.

Jusqu'à la demande de la Cour et la réponse du président, la journée de jeudi avait pourtant été une réussite pour la chancelière qui, en lâchant quelques concessions marginales en matière de croissance et de taxation des marchés, avait réussi à convaincre le SPD et les Verts de soutenir le texte.

Angela Merkel fait quelques concessions

Mme Merkel s'est engagée à soutenir plus vigoureusement en Europe l'introduction d'une taxe sur les transactions financières, ainsi que le financement de grands chantiers.

En échange, l'opposition qui avait entrepris de monnayer ses voix plus durement après les victoires électorales des socialistes français, a promis de voter dans le sens du gouvernement, comme elle l'a toujours fait depuis le début de la crise.

Mme Merkel avait insisté pour ratifier simultanément le pacte budgétaire et le MES, une façon symbolique selon elle de lier rigueur et aide aux pays en détresse, là où de nombreux pays ont au contraire opté pour des procédures séparées.

Le retard lié au report de signature du président n'a suscité qu'une très brève réaction du gouvernement fédéral, le porte-parole de la chancellerie, Steffen Seibert, se contentant d'indiquer qu'il n'y avait "*jamais*" eu de contact entre Mme Merkel et M. Gauck, "*à propos de la question de la loi sur le MES et le Pacte budgétaire, et de son calendrier*".

"*Toute autre affirmation n'est pas conforme à la réalité*", a-t-il ajouté, alors que des informations de presse faisaient état de pressions de la chancellerie pour que le président signe très vite le texte de loi.

Complément à partir d'un autre article de l'AFP du même jour

"*C'est dans l'ensemble un bon résultat que je pourrai défendre avec une certaine confiance devant (les députés sociaux-démocrates du SPD) pour promouvoir la ratification du pacte*" budgétaire, a estimé lors d'un point-presse Frank-Walter Steinmeier, qui emmène le groupe parlementaire social-démocrate.

Depuis le début de la crise en zone euro, les sociaux-démocrates allemands ont toujours soutenu le gouvernement Merkel au moment des votes décisifs. Ils se sont fait davantage prier cette fois, encouragés en particulier par les victoires électorales des socialistes français.

Le chef de file des écologistes Cem Özdemir a également constaté que le gouvernement "*avait fait un pas*" vers les Verts.

La gauche radicale Die Linke persiste elle dans son refus et, faute de poids suffisant au Parlement, entend bloquer le processus devant la Cour constitutionnelle.

Les juges appelés à trancher

Cette dernière a demandé jeudi au président fédéral Joachim Gauck de retarder sa signature du texte sur le MES et le pacte, de manière à examiner une plainte potentielle.

Mme Merkel tient à faire ratifier de manière simultanée les deux instruments, bien que le pacte budgétaire lui-même n'entre en vigueur qu'à partir du 1er janvier 2013. Elle a pour cela besoin des voix de l'opposition, afin de réunir la majorité requise des deux tiers au Parlement allemand.

Le vote doit être bouclé le 29 juin, juste à temps pour la mise en oeuvre prévue le 1er juillet du MES, qui pourrait être mis à contribution pour les banques espagnoles. L'intervention de la Cour constitutionnelle risque toutefois de bouleverser ce calendrier.

Jusqu'ici le pacte budgétaire cher à Mme Merkel, qui est censé durcir le contrôle des finances nationales en Europe, n'a été ratifié que par une poignée de pays.

L'accord trouvé entre les deux camps a pour "*élément essentiel une mise à contribution du secteur financier*" sous la forme d'une taxe sur les transactions internationales, selon un communiqué du gouvernement.

La chancellerie conservatrice a accepté de défendre avec plus de vigueur cette idée, qu'elle soutenait jusqu'ici à condition que la taxe soit introduite par tous les pays de l'Union européenne ou au moins de la zone euro, une hypothèse peu réaliste.

Désormais, Berlin souhaite une introduction de cet instrument avant la fin de l'année et avec la "*participation active d'au moins neuf Etats*".

Pour le reste, M. Özdemir a assuré que Mme Merkel "*avait renoncé à une stratégie de la seule rigueur*", au vu des quelques concessions faites en matière de croissance.

Un article de l'AFP du 22 juin 2012

Rio+20 s'achève sur une série de promesses et sous les critiques. (23.06)

Le sommet Rio+20 devait s'engager vendredi dans un texte à promouvoir une "économie verte" épargnant les ressources naturelles de la planète et éradiquant la pauvreté, pendant que les critiques fusaient sur son absence d'objectifs contraignants et de financement.

Vingt ans après le Sommet de la Terre qui avait imposé l'environnement sur l'agenda mondial, le sommet sur le développement durable, précédé par des mois de discussions et de négociations, devait s'achever vendredi à Rio sur la ratification d'un compromis à minima mis au point par le Brésil, pays hôte.

Quelque 190 pays de l'ONU devaient signer ce texte, intitulé "*Le monde dont nous voulons*".

Celui-ci a été salué par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon comme étant un "*très bon document, une vision sur laquelle nous pourrions bâtir nos rêves*".

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est elle aussi félicité du résultat: "*nous nous sommes ligüés autour d'une déclaration finale qui marque une avancée réelle pour le développement durable*".

La tonalité était très différente au sein de la société civile, très en colère. Des milliers de militants ont clamé leur déception pendant les trois jours du sommet, dénonçant l'"échec" et le manque d'ambition de Rio+20.

Pour Kumi Naidoo, directeur général de Greenpeace International, "*on remet en ordre les fauteuils sur le pont du Titanic alors qu'il est en train de sombrer*".

"*Les attentes étaient très faibles mais le résultat est encore plus maigre... Ce fut une occasion manquée*", a estimé Manish Bapna du centre de réflexion américain World Resources Institute (WRI)

Hanté par l'échec de la conférence de Copenhague en 2009 qui s'était achevée sur un fiasco retentissant, pays riches et pauvres se sont accordés sur une série de promesses pour guérir les plaies de la planète.

La longue liste de maux inclut la faim, la pauvreté, et aussi la désertification, l'appauvrissement des océans, la pollution et la déforestation, le risque d'extinction de milliers d'espèces...

"*Nous chefs d'Etat et de gouvernement (...) renouvelons notre engagement envers le développement durable et envers un avenir économiquement, socialement et écologiquement durables pour notre planète et pour les générations présentes et futures*", commence le projet de déclaration.

Le principal acquis est la décision de lancer des "*Objectifs du développement durable*" (ODD) sur le modèle de ceux du Millénaire adoptés en 2000 par l'ONU. Leur définition est toutefois laissée à un groupe de travail qui devra faire ses propositions en 2013, pour une mise en place à partir de 2015.

Ces objectifs devront être "*en nombre limité, concis et tournés vers l'action*", selon la déclaration.

Rio+20 prône une "économie verte", modèle de développement moins destructeur pour la planète dont la population devrait passer de sept milliards aujourd'hui à 9,5 milliards en 2050.

Mais en raison des craintes des pays pauvres que ce concept ne cache un protectionnisme déguisé des pays riches, la déclaration souligne que "*les politiques d'économie verte*" doivent "*respecter la souveraineté nationale de chaque pays*" et ne pas constituer "*une restriction déguisée au commerce international*".

Le financement est resté en suspens : en temps de crise, et avec des budgets à sec, les pays riches n'ont plus les moyens de mettre la main à la poche. La proposition des pays en développement d'un fonds de 30 milliards de dollars, est restée sans suite.

Rio+20 encourage ainsi de nouvelles sources de financement - entreprises, partenariats, etc.- ainsi que des "financements innovants", sans les détailler.

"Il est facile de dire que le document est sans ambition. Mais personne n'a mis de ressources supplémentaires sur la table. J'ai vu les pays en développement prendre des engagements mais aucun pays riche ajouter des ressources", a dénoncé la ministre brésilienne de l'Environnement Izabella Teixeira.

Un article de l'AFP du 22 juin 2012

L'Union européenne progresse vers le fédéralisme à petits pas et sans le dire. (23.06)

Désamorcer la crise de la dette impose aux pays de l'UE une plus grande solidarité, mais les abandons de souveraineté qu'elle suppose ne peuvent se discuter qu'à mots couverts pour ne pas réveiller la suspicion des anti-fédéralistes.

"Nous devons aller vers davantage d'intégration financière, budgétaire et économique. Nous aurons une union économique pour la fin de l'année", a affirmé le président de l'UE, Herman Van Rompuy lors du sommet du G20 au Mexique.

Chargé de préparer un rapport pour le sommet européen des 28 et 29 juin, M. Van Rompuy *"est très ambitieux, avec des idées concrètes"*, a confié à l'AFP un responsable européen.

"Il fonde cette intégration sur une union économique, une union bancaire, une union budgétaire et une union politique", a-t-il souligné.

"La crise a montré la nécessité d'accélérer l'intégration européenne", a affirmé vendredi le chef de la diplomatie allemande Guido Westerwelle. Il s'agit de *"renforcer l'Europe pour la rendre plus efficace et capable d'agir"*, a-t-il plaidé.

Le chef du gouvernement italien Mario Monti, de sensibilité fédéraliste, soutient également cette démarche. *"Pour sortir dans de bonnes conditions de cette crise de la zone euro et de l'économie européenne, davantage d'intégration est nécessaire"*, a-t-il déclaré dans un entretien publié vendredi par plusieurs journaux, dont le Guardian.

"Avec une Europe fédérale, nous n'aurons plus cette discontinuité dans les processus décisionnels", soutient son ministre en charge des Affaires européennes Enzo Moavero.

Mais le fédéralisme est *"un concept très sensible dans certains pays"*, car il signifie céder des pans de souveraineté nationale à des instances supérieures européennes, avertit un responsable européen.

Le Royaume-Uni ne veut pas en entendre parler. La France est pour sa part très réticente à toute perte de sa souveraineté. Les décisions doivent revenir aux chefs d'Etat et de gouvernement européens, soutient Paris.

"En Europe, il y a toujours beaucoup d'enthousiasme à mutualiser les fardeaux mais beaucoup de réserves quand il s'agit de céder de la souveraineté à l'échelle européenne", raille l'entourage de la chancelière Angela Merkel.

Ces réserves sont prises en compte. *"Le mot fédéralisme n'est pas utilisé dans le document que présentera Herman Van Rompuy, car il ne faut pas réveiller les vieux démons"*, a expliqué un responsable européen.

"Le président François Hollande ne veut pas raviver" les plaies ouvertes en France après l'échec du référendum sur la constitution européenne en 2005, a-t-il ajouté.

Aux Pays-Bas, où les électeurs avaient également rejeté le projet de constitution européenne, des élections législatives anticipées sont prévues le 12 septembre *"et il ne faut pas braquer les débats"* sur l'avenir institutionnel de l'UE, a insisté ce responsable européen.

"La construction européenne est une suite de compromis", rappelle-t-il. Elle comporte déjà des éléments de fédéralisme, comme la BCE et la Cour européenne de Justice (CEJ), a-t-il souligné.

Le président français François Hollande préconise en effet d'avancer *"étape par étape"*.

Dans un mémoire adressé à Herman Van Rompuy, le président français a recommandé "*d'établir une feuille de route pour 10 ans afin de permettre d'examiner les conditions d'intégration, notamment budgétaire, et le cadre institutionnel et politique permettant de parvenir à ces objectifs en assurant la nature démocratique des décisions*".

Cette politique des étapes va s'appliquer aux euro-obligations réclamées par Paris. "*Une communautarisation des dettes exige nécessairement une plus forte intégration politique, et nécessitera certainement plusieurs années*", a expliqué le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault à l'hebdomadaire allemand Die Zeit.

Un article de lexpress.fr du 25 juin 2012

11% des Français souffrent de la solitude. (26.06)

4,8 millions de personnes souffrent de la solitude

Si près d'un Français sur cinq déclare "se sentir seul", 4,8 millions de personnes -soit 11% de la population - sont réellement isolées, d'après le rapport de 2012 de la Fondation de France. "On considère qu'une personne est isolée à partir du moment où elle a moins de quatre relations amicales ou familiales par mois", précise Martine Gruère, responsable solidarité à la Fondation de France. Et de préciser que la plupart de ces personnes dans cette situation n'entretiennent des liens sociaux que d'un seul type: ils fréquentent soit leur famille, soit leurs amis, soit leurs collègues.

La solitude, un "cercle vicieux"

Pour la Fondation, la solitude se traduit principalement par l'impression de ne compter pour personne. C'est un sentiment d'abandon, d'inutilité et d'exclusion. Les trois quarts des cas découlent d'un éloignement familial ou amical, de l'absence d'emploi, d'un déménagement ou d'un problème de santé. Il est très difficile de s'en sortir car la solitude est "un cercle vicieux", estime Martine Gruère. D'autant que "lorsque les gens seuls ont un contact ils peuvent vite devenir envahissants, ce qui crée une situation de recul de la part des autres et ne résout en rien leur isolement", constate-t-elle.

Les trentenaires de plus en plus touchés

Si les personnes âgées - notamment les plus démunis - restent les plus isolés (21% d'entre eux en souffrent), ce dénuement n'épargne personne. L'âge moyen des personnes isolées est de 54 ans, selon la Fondation. Les séparations conjugales, la perte de l'emploi et le départ des enfants du foyer en sont les principales causes. Les plus jeunes ne sont pas non plus épargnés. Ainsi, 9% des trentenaires vivent dans la solitude, soit trois fois plus qu'en 2010, selon les chiffres de la Fondation. "C'est l'âge auquel on se détache de sa famille. Cette période s'accompagne de la précarité de l'emploi et du logement qui favorise la solitude", assure Martine Gruère. "Et la crise économique est certainement liée. Le manque d'argent limite les sorties et donc les occasions de rencontres", ajoute-t-elle.

Le travail a perdu son rôle d'insertion sociale

Pour environ un tiers de Français, le travail n'est plus un facteur de convivialité. Les hommes, qui traditionnellement avaient plus de relations avec leurs collègues que leurs homologues féminines, sont plus touchés: ils souffrent d'avantage de cette rupture du lien social dans le milieu professionnel .

Les travailleurs indépendants (agriculteurs, micro-entrepreneurs) ne sont pas les seuls à souffrir de cette solitude, les salariés occupant des emplois précaires (CDD, intérim), qui ne permettent pas d'entretenir des relations sur le long terme, sont également touchés. Les temps partiels et les horaires décalés rendent eux aussi ces liens difficiles. La pression ressentie par les travailleurs est également un facteur d'isolement. "Les employés s'autorisent de moins en moins à prendre des pauses, moment conviviaux, pendant leur travail", estime Martine Gruère. "Personne n'a la volonté de créer la solitude et pourtant nos modes de vie actuels en sont les principaux facteurs", conclue-t-elle.

Comment en venir à bout?

Pour la Fondation, il faut réintégrer l'individu dans un groupe, l'associer à un projet commun par l'intermédiaire d'associations spécialisées. Mais toute la difficulté réside dans la rencontre entre les personnes isolées et ces organisations. Leur mise en relation se fait souvent par l'intermédiaire des travailleurs sociaux et des municipalités qui sont les principaux interlocuteurs de ces personnes. Mais selon Martine Gruère, il ne faut pas se "cantonner à l'assistantat" et créer un véritable échange à l'initiative de toutes les parties prenantes. "Pour pouvoir se guérir de la solitude il faut créer une réciprocité dans ses rapports avec les personnes", déclare-t-elle.

De même, pour vaincre la solitude il ne faut attendre du quotidien des moments exceptionnels, comme l'explique le rapport. Au contraire il faut accepter et apprécier les liens faits de proximité et de routine.

Un article d'atlantico.fr du 25 juin 2012

L'Allemagne a non seulement bénéficié de la crise mais en a été aussi largement à l'origine. (26.06)

L'économiste Richard Koo estime que la crise en Europe a commencé avec un plan de sauvetage de l'Allemagne par la Banque centrale européenne, ce qui a notamment permis au pays d'exporter plus facilement ses produits au reste des Etats européens qui s'endettaient pour les acheter.

Et si l'Allemagne était responsable de la crise actuelle de la zone euro ? Pure folie ? Pas selon Richard Koo, économiste au Nomura Research Institute. D'après lui, c'est en fait en partie de la faute de l'Allemagne si l'Espagne, la Grèce, l'Italie, l'Irlande ou encore le Portugal ont des problèmes aujourd'hui. Il explique en effet dans une note publiée en juin que les difficultés de l'Allemagne après la réunification dans les années 1990 et celles suivant l'introduction de la monnaie unique ont créé le climat pour les "booms" qui ont fini par paralyser les économies des pays de la zone euro.

Après l'euphorie de la réunification et à l'aube des bulles technologiques et des télécoms, qui ont particulièrement touché l'Allemagne, les Allemands se sont retrouvés avec des factures considérables et une stagnation de leur économie. Le gouvernement allemand ne pouvait pas fournir une stimulation suffisante ; la limitation à 3% des déficits fixée par le traité de Maastricht l'en interdisait en effet. La Banque centrale européenne s'est alors servie de mesures monétaires particulièrement lâches pour stimuler l'économie, en maintenant notamment des taux d'intérêt très bas.

Richard Koo déclare ainsi : *"En 2005, j'ai dit à un haut fonctionnaire de la BCE qu'il était injuste, pour sauver l'Allemagne, d'obliger d'autres pays à renforcer leurs économies avec une politique monétaire lâche, sans pour autant demander à l'Allemagne, qui avait finalement exagéré avec la bulle (technologique), un programme de relance budgétaire. L'employé avait alors répondu que c'est ce que signifiait avoir une monnaie unique : Comme on ne pouvait pas accorder à l'Allemagne une exception sur la relance budgétaire, la seule option restait de relever toute la région avec cette politique monétaire"*.

Problème : Cette politique de la BCE – garder des taux d'intérêts très bas – a entraîné un boom des investissements mais aussi une bulle immobilière. Les pays périphériques ont alors enregistré des déficits commerciaux importants, comblés par les exportations allemandes, ce qui a d'ailleurs permis à l'Allemagne de se relever du marasme dans lequel elle était.

Richard Koo précise que *"les pays du sud de l'Europe, qui n'avaient pas participé à la bulle, pouvaient se vanter d'économies fortes et d'un secteur privé robuste. La politique des taux à 2% de la BCE a donc conduit à une forte croissance de la masse monétaire, qui a à son tour alimenté la croissance économique et les bulles immobilières. Les salaires et les prix ont alors augmenté... laissant ces pays moins compétitifs en comparaison de l'Allemagne. En résumé, La politique de taux très faibles de la BCE a eu peu d'impact en Allemagne, mais elle n'était pas non plus suffisante pour d'autres pays de la zone euro. Et cela a entraîné des taux très différents d'inflation."*

Tandis que l'Allemagne devenait très concurrentielle en comparaison des économies de l'Europe du sud, les exportations ont beaucoup augmenté et ont même permis à l'Allemagne de sortir de récession. L'excédent commercial allemand a alors dépassé rapidement celui du Japon et de la Chine pour devenir le premier au monde, la majorité de cette croissance étant stimulée par les exportations vers le marché européen".

Richard Koo soutient donc que l'Allemagne serait à l'origine de la crise actuelle de la zone euro – par l'intermédiaire de la BCE – et même qu'elle aurait bénéficié de cette crise. Il ajoute aussi que le coût salarial unitaire en Allemagne n'a pas augmenté aussi vite que celui d'autres pays de la zone euro (voir graphique sur les coûts du travail dans plusieurs pays de la zone euro) car une politique de faible taux comme celle pratiquée la BCE après l'éclatement de la bulle technologique ne fonctionne pas très bien en récession de bilan, situation que vivait alors l'Allemagne.

Donc l'idée que l'Allemagne a été très disciplinée quant aux salaires de ses citoyens, contrairement au reste des pays de la zone euro, est un mythe. Mais maintenant, l'Allemagne va devoir affronter le fait qu'elle n'est plus un miracle économique qui peut prospérer uniquement sur la productivité de ses travailleurs et une discipline gouvernementale. Merkel aurait donc tort d'imaginer que si l'austérité a fonctionné pour l'Allemagne, ça marchera aussi pour la Grèce. En effet, si l'Allemagne a pu prospérer ces dernières années,

c'est aussi parce que d'autres pays de la zone euro se sont endettés pour acheter des produits allemands, plus intéressants comme l'explique Richard Koo. Angela Merkel n'avait alors aucune raison de vouloir changer les choses, puisqu'elles fonctionnaient si bien pour l'Allemagne. Mais maintenant que le miracle économique allemand pourrait toucher à sa fin, la chancelière va être obligée de modifier sa politique. Le ralentissement que connaît l'Allemagne actuellement pourrait donc être la meilleure chose qui soit arrivée depuis longtemps.

Crise de la zone euro: «Hollande a tort», clame le «Wall Street Journal». (26.06)

TRIBUNE - A la suite du mini-sommet de Rome, le journal américain considère qu'une décision n'a jamais été aussi loin d'être prise pour une sortie de crise. Pire encore, il n'y a aucune chance qu'une solution soit trouvée au sommet européen des 28 et 29 juin prochain, en grande partie à cause de la France, selon le quotidien...

C'est un véritable «*J'accuse*» financier et idéologique qui fait l'effet d'une bombe chez les observateurs. Le Wall Street Journal, quotidien américain de référence en matière économique, s'attaque, dans une tribune publiée ce lundi, au président français François Hollande, l'accusant de bloquer toute issue à la crise de la zone euro, au sortir du mini-sommet de Rome.

Tout le débat, selon le quotidien, repose sur la question de savoir si oui ou non l'Allemagne va faire des chèques en blanc, notamment pour les banques espagnoles. Et de ce point de vue, le WSJ dénonce un dialogue de sourds entre un François Hollande qui estime qu'«*il ne peut pas y avoir de transfert de souveraineté s'il n'y a pas d'amélioration de la solidarité*» et une Angela Merkel qui rétorque qu'«*il ne peut pas y avoir de garanties sans contrôles.*»

La France opposée au transfert de souveraineté

Les solutions à apporter à la crise sont pourtant simples dans l'immédiat: le rachat de bonds par la BCE, la recapitalisation des banques par les fonds de sauvetage et la création d'euro-bonds. «*Mais rien de tout ça ne sera mis en place, répète le WSJ, durant le sommet de cette semaine*». Ce qui ne signifie rien de bon dans les signaux envoyés aux marchés.

«*La pensée commune s'en prend à l'Allemagne pour cette impasse car elle est accusée de vouloir éviter la prochaine crise plus que de régler celle en cours*», constate le WSJ qui soutient la chancelière en expliquant qu'une mutualisation de la dette sans union politique est dangereuse. Et à ce titre, un pays s'oppose systématiquement au transfert de souveraineté: la France, pointe du doigt le journal. «*C'est pour cela que la zone euro a grandement été dessinée à l'image d'un club d'Etats souverains*».

«*Hollande a tort*»

«*François Hollande a tort car le débat sur la souveraineté n'est pas un problème périphérique. Il est justement placé au cœur du débat sur la solidarité. Et la France est le plus gros obstacle à cette construction*», poursuit le quotidien. Et de conclure: «*Il faut offrir aux marchés un mécanisme solide, de solvabilité de long terme. Ceux qui appellent à une action immédiate n'ont pas foncièrement tort, mais rien ne doit être décidé furtivement.*»

Une façon d'annoncer, aussi, que l'acte IV entre Angela Merkel et François Hollande cette semaine, risque d'être un nouveau coup d'épée dans l'eau pour la zone euro.

Un article de Reuters du 26 juin 2012

Quatre usines automobiles sur dix en surcapacité en Europe. (27.06)

Quatre usines automobiles européennes sur dix souffrent actuellement de surcapacités, notamment en Italie et en France, selon une étude du cabinet de conseil Alix Partners publiée mardi.

Ces quarante sites de production, sur la centaine qu'héberge le continent, opèrent en deçà de leur point mort en utilisant moins de 75-80% de leurs capacités de production, taux jugé optimum pour le secteur.

"L'équivalent de ces 40 usines sous-chargées représente plus de 1,4 million d'unités de production annuelle", a déclaré Nicolas Beaugrand, directeur chez Alix Partners en charge du secteur automobile à Paris. "C'est une surcapacité considérable qui ne peut pas dans la durée rester ainsi."

Pour pallier cette sous-utilisation imputable à la concurrence croissante de véhicules fabriqués hors d'Europe et à une baisse du marché européen attendue cette année de l'ordre de 5%, les constructeurs enchaînent les remises, mais si cette stratégie permet de soutenir en partie les volumes, elle pèse sur la rentabilité.

"C'est une spirale vers le bas, et tant qu'il n'y a pas un changement plus structurel dans le redémarrage du marché ou dans la baisse des capacités, cette course accroît non stop la pression sur les constructeurs et sur leur santé financière", a ajouté Nicolas Beaugrand.

Face à ce problème chronique de surcapacités, l'Europe est coupée en deux. Selon Alix Partners, le taux d'utilisation des usines allemandes est estimé à 89% en 2012, soutenu par la demande pour le haut de gamme germanique en Europe et à l'export tandis qu'en Grande-Bretagne, il est estimé à 92% grâce à l'actuel mouvement de relocalisation d'activités de production sur le sol britannique.

Par contraste, le taux d'utilisation des capacités devrait tomber à 60% cette année dans les usines françaises, et à 54% dans les sites d'assemblage italiens.

Le salut ne viendra pas du marché, puisqu'Alix Partners estime que les ventes en Europe devraient continuer de se dégrader en 2013, et les constructeurs les plus exposés -souvent des généralistes- ne pourront selon le cabinet faire l'économie de restructurations.

L'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) semble aujourd'hui la plus menacée, le groupe sochalien refusant d'évoquer un modèle pour prendre la relève de la Citroën C3 après 2014. Mais chez le compatriote Renault, si l'ensemble des sites français ont été pérennisés dans le dernier plan stratégique horizon 2016, l'usine de Maubeuge (Nord) a récemment réduit la voilure pour s'adapter à un fléchissement de la demande pour le Kangoo.

Alix Partners a rappelé que la dernière fermeture d'usine en France remonte à 1992, et que depuis 2007 seuls trois sites d'assemblage ont fermé leurs portes en Europe de l'Ouest alors que dans l'intervalle, huit nouvelles usines étaient inaugurées en Europe de l'Est.

Par contraste, les constructeurs américains ont fermé 18 usines, avec à la clé une réduction drastique de leurs effectifs mais aussi une remontée spectaculaire de leurs taux d'utilisation à 89% attendu en 2012, contre 63% en 2009, au plus fort de la crise violente qui a frappé le secteur après la faillite de Lehman.

Un article de lexpress.fr du 26 juin 2012

Dix chiffres à connaître sur les salaires en France. (27.06)

L'Insee a publié ce mardi une étude sur les salaires des Français en 2010. Combien gagnent les cadres, les femmes, les ouvriers, quel est le salaire médian ou quelle est la part des heures supplémentaires...

Le salaire net moyen en France s'établit à 2082 euros

Le salaire moyen en France dans le privé ou en entreprise publique s'est établi en 2010 à 2082 euros net par mois, selon une étude de l'Insee rendue publique ce mardi (pour 2764 euros brut). Il a progressé de 2% en euros courants, c'est-à-dire avant correction par la hausse des prix, et de 0,5% en tenant compte de l'inflation. Mais tout le monde n'a pas bénéficié de cette amélioration.

50% des salariés gagnent moins de 1675 euros

Le salaire médian, qui partage les salariés en deux groupes égaux, progresse de 0,3%, à 1675 euros, mais il demeure nettement inférieur, de près de 20%, au salaire net moyen en France. 90% des salariés gagnent moins de 3317 euros par mois. Les 1% les mieux payés gagnent plus de 7654 euros.

Les bas salaires ont baissé de 01% en 2010

En 2010, les 10% des salariés les moins bien payés, qui touchent moins de 1142 euros net par mois, ont vu leur salaire baisser de 0,1%. C'est le seul décile dont le salaire diminue en 2010. " Cette évolution s'explique par la baisse des salaires pour les moins bien rémunérés des ouvriers et des employés, qui constituent 93 % des salariés du 1er décile ", estime l'Insee.

Les ouvriers payés en moyenne 1583 euros

Les trois quarts des embauches en intérim concernent des emplois ouvriers. Problème : "Ces embauches de personnes aux salaires globalement plus faibles entraînent mécaniquement une baisse du salaire moyen des ouvriers". Ainsi, le salaire net moyen des ouvriers diminue de 0,2% à 1583 euros net en 2010. Celui des ouvriers intérimaires accuse lui une baisse de 1,9%. L'emploi ouvrier représente 32,3% du total des effectifs salariés.

Le salaire des cadres à 3950 euros

Après deux années de baisse consécutives (0,5% en 2008 puis 1,6% en 2009), le salaire net moyen des cadres a progressé de 1% en 2010, à 3950 euros par mois. L'étude de l'Insee relève que "c'est dans le secteur des activités financières, secteur qui emploie beaucoup de cadres (38%) et où la part de primes est particulièrement forte, que les salaires ont augmenté le plus en 2010 (+ 2,1 %) après deux années de forte baisse (- 5,2 % en 2009 et - 4,1 % en 2008)". Dans la finance, le salaire moyen des cadres augmente, tout comme les effectifs, et l'institut veut y voir un signe d'une "réelle amélioration".

Une femme gagne 20% de moins qu'un homme... en moyenne

En 2010, une femme gagne en moyenne 19,7% de moins que son homologue masculin. Et plus elle peut prétendre à un salaire élevé, plus la différence avec les hommes s'accroît : elle passe ainsi de -8,5 % dans la tranche des 10% de salaires les plus faibles à 23,2% dans celle des 10% les plus élevés et même 36% chez le dernier pourcent des salariés les mieux payés. En corrigeant les effets de structure, l'écart de salaire entre hommes et femmes est encore de 10,7%. Cet écart se réduit d'année en année, mais à un rythme très lent : il était, en 2001 proche de 21,5%.

Les salariés à temps partiel moins bien payés de 17%

En moyenne, le salaire horaire net des postes à temps partiel est plus faible que celui des postes à temps complet: soit 15,24 euros de l'heure contre 18,41 euros. Cet écart de 17 % s'explique à la fois par une moindre part de personnel " très qualifié " et par des salaires horaires inférieurs à ceux des personnes à temps complet pour une même qualification. En 2010, le salaire horaire des temps non complets augmente légèrement plus que celui des temps complets.

Les heures sup' représentent 8,4% du salaire

La rémunération des heures supplémentaires représente en moyenne 8,4% du salaire net pour les 38 % de salariés qui en font. Cette proportion atteint 9% pour les cadres et les ouvriers. Malgré le fort recours à ce dispositif en 2010, les heures supplémentaires ne représentent que 2,4% du volume horaire total de travail. Tous secteurs confondus, les femmes sont moins concernées par les heures supplémentaires : elles sont environ deux fois moins nombreuses à en effectuer pour un volume d'heures représentant un tiers de celui des hommes.

58% des salariés ont été augmentés en 2010

L'inflation ayant été plus forte en 2010 qu'en 2009, la proportion de permanents ayant eu une augmentation de salaire supérieure à l'inflation diminue: 58 % en 2010 contre 68 % en 2009. En 2010, la proportion de personnes en place dont le salaire a progressé plus vite que l'inflation est la plus importante dans la restauration, plus précisément dans la restauration traditionnelle et les cafétérias. Comme les autres années, c'est également pour les moins de 30 ans que les progressions salariales sont les plus fortes, mais sur des salaires plus faibles en début de carrière.

Les salaires des jeunes progressent le plus

C'est chez les moins de trente ans que les progressions salariales sont les plus fortes, "*comme pour les autres années*", ajoute l'Insee, et ce parce que les salaires de début de carrières sont généralement bas. La progression a été, en 2010, identique chez les hommes et les femmes, et du même ordre qu'il s'agisse des jeunes salariés à temps plein ou à temps partiel.

Un article de l'AFP du 26 juin 2012

Les entreprises du CAC 40 ne valent plus que leurs fonds propres. (27.06)

La valorisation boursière des entreprises du CAC 40 a reculé au point qu'elle équivaut désormais au montant de leurs fonds propres, un "*phénomène rare*" découlant de l'inquiétude des investisseurs face aux incertitudes macro-économiques, selon une étude publiée mardi.

Le Profil financier du CAC 40, réalisé pour la 6e année consécutive par le cabinet Ricol Lasteyrie avec les chiffres à fin 2011, a révélé "*un véritable décalage entre l'activité et les résultats des sociétés du CAC 40 et leur niveau d'investissement, d'une part, et les valorisations de marché, d'autre part*".

"*Jamais*" depuis la création de cette étude, "*les entreprises n'étaient apparues aussi mal valorisées par rapport à leurs fondamentaux, signe d'une inquiétude certaine face aux incertitudes macro-économiques*", a relevé le cabinet dans un communiqué.

Ainsi, le ratio "*price to book*" --valorisation boursière sur fonds propres-- ressort désormais à 1, "*un phénomène rare*" marqué par une situation variable selon les secteurs. Au plus fort de la crise en 2008, la capitalisation boursière dépassait de 20% le montant cumulé des fonds propres.

Fin 2011, quinze sociétés de l'indice avaient une valorisation boursière inférieure à leurs fonds propres contre neuf un an plus tôt. Essilor est la seule société ayant un ratio p/b supérieur à 3, contre 13 en 2006.

Le secteur banque/assurance est le plus mal valorisé du fait de la crise des dettes souveraines, avec un ratio moyen de 0,5 contre 1,5 en 2006, d'autant que cette crise "*glisse progressivement vers une crise du secteur bancaire*".

Des aléas réglementaires pèsent sur le ratio des industries régulées comme EDF (1,1), GDF Suez (0,7), Veolia (0,6), Bouygues (0,9), France Télécom (1,2) ou encore Vivendi (1).

Le secteur industrie et BTP affiche un ratio moyen de 1,4 mais avec des "*situations contrastées*" puisqu'Essilor a un p/b de 3,4 et Air Liquide de 2,7 --les deux meilleurs du CAC 40-- tandis que Renault (0,3) et Peugeot (0,2) ont les plus faibles.

Enfin, le secteur biens et services aux consommateurs affiche le ratio moyen le plus élevé du CAC 40 à 1,9 grâce à l'internationalisation des entreprises, en particulier leur développement dans les pays émergents (L'Oréal, LVMH, Danone, Pernod Ricard...).

Ces écarts "*s'expliquent en grande partie par la capacité des entreprises industrielles à profiter, ou non, de la croissance mondiale. Les entreprises trop centrées sur le marché européen souffrent davantage*", relève le communiqué.

Depuis 2006, la part du chiffre d'affaires du CAC 40 réalisée hors d'Europe est passée de 27% à 38% en 2011.

L'étude a mis en exergue la meilleure situation des membres du CAC 40 dont le chiffre d'affaires cumulé a gagné 4% en 2011 à 1.322 milliards d'euros, accompagné d'une amélioration de la marge opérationnelle et une progression des investissements (+11%).

En revanche, leur résultat net a reculé de 10%, pâtissant de dépréciations d'actifs (10,3 milliards) et de l'absence de plus-values exceptionnelles contrairement à l'année précédente.

Autre constatation du cabinet: la baisse de 9,6% des dividendes versés au titre de l'exercice 2011 tandis que la moisson de l'impôt sur les sociétés a grimpé de 17,4% sur un an et les charges de personnel ont progressé de 1,3%.

Un article de l'AFP du 27 juin 2012

Etats-Unis: une ville de 300.000 habitants en cessation de paiement. (28.06)

Stockton, une ville californienne de près de 300.000 habitants, s'est déclarée en cessation de paiement après une longue crise budgétaire, devenant la plus grosse municipalité américaine à faire faillite, a-t-on appris mercredi auprès des autorités de la ville.

Le conseil municipal de Stockton, un port fluvial situé à une centaine de kilomètres à l'est de San Francisco, a entériné mardi soir la faillite de la ville, après l'échec de négociations avec ses créanciers. Un plan d'urgence a été adopté, prévoyant de lancer le processus de restructuration de la dette dans le cadre du code américain des faillites.

"La ville enclenchera (la procédure) d'ici à vendredi", a précisé mercredi à l'AFP Connie Cochran, porte-parole de la mairie.

Les fonds généraux, qui financent les services publics -- police, pompiers, bibliothèques... -- sont en déficit de 26 millions de dollars, sur un budget annuel total de 155 millions, précise un communiqué de la municipalité.

Le budget total de Stockton s'élève à 521 millions de dollars, dont 366 millions sont sécurisés et ne peuvent servir à éponger le déficit.

Sur les trois dernières années, la ville a dû faire 90 millions de dollars d'économies pour colmater son budget, "en réduisant les salaires et retraites de ses employés", précise le communiqué.

"La ville est déjà insolvable pour ses dépenses courantes et continuer à réduire les dépenses finirait pas porter atteinte à la santé et à la sécurité des citoyens", explique la municipalité.

"C'est la décision la plus difficile et la plus déchirante que nous ayons été amenés à prendre", a déclaré le maire, Ann Johnston.

Le plan d'urgence, en vigueur pendant le processus de restructuration, prévoit l'arrêt du remboursement des dettes, de nouvelles baisses de salaires pour les fonctionnaires et l'abandon de la contribution financière de la ville aux assurances maladies des retraités.

Stockton, comme beaucoup de villes américaines, a subi de plein fouet la crise immobilière. Après avoir beaucoup construit, elle est aujourd'hui la deuxième ville des Etats-Unis en termes de taux de saisies.

C'est aussi la deuxième ville la plus violente de Californie après Oakland, dans la banlieue de San Francisco.

Un article de l'AFP du 27 juin 2012

Italie: le parlement adopte la réforme du travail, juste avant le sommet UE. (28.06)

Pressés par Mario Monti, les députés italiens ont entériné mercredi la réforme du marché du travail pour permettre au chef du gouvernement de se rendre jeudi au sommet de Bruxelles avec cette mesure-phare en poche et rassurer ainsi ses partenaires européens.

Le texte a été adopté définitivement vers 16H45 GMT avec une majorité écrasante de 393 voix tandis que 74 députés ont voté contre et 46 se sont abstenus. Avant cela, le gouvernement avait remporté successivement quatre votes de confiance sur chacun des articles de la réforme.

Après un premier feu vert au Sénat le 31 mai, M. Monti avait demandé la semaine dernière au Parlement "d'accélérer" l'examen de la réforme afin que les dirigeants européens puissent "*prendre acte*" de "*l'adoption de cette importante réforme structurelle*".

L'Italie se retrouve sous pression des marchés comme l'a encore prouvé le bond de ses taux d'emprunt lors d'une émission obligataire à court terme mercredi.

"*La réforme n'est pas exactement celle que nous aurions voulue*" mais "*nous attendons du sommet européen des résultats et c'est pour cela que nous voulons permettre à Monti d'aller*" à Bruxelles "*avec la réforme adoptée*", a souligné le leader du PDL (droite, parti de Silvio Berlusconi) Angelino Alfano.

Afin d'arracher l'adoption de sa réforme, l'ancien commissaire européen a donc dû passer un marché avec sa "*majorité étrange*", comme elle est surnommée dans la péninsule, en promettant de résoudre rapidement certains "*problèmes*" soulevés par les partis qui le soutiennent.

Alors que droite et gauche ont déjà imposé des modifications au Sénat, certains aspects de la réforme devront donc subir d'autres corrections, juste après son adoption par les députés.

Le PDL réclame plus de flexibilité pour embaucher à temps déterminé tandis que le PD (principale force de gauche) exige des modifications sur l'assurance chômage et exige en outre une solution pour les milliers de personnes qui vont se retrouver sans indemnités de chômage ni pension à cause de la réforme des retraites de décembre dernier.

Priorité de M. Monti depuis son arrivée au pouvoir en novembre, cette réforme, inspirée du modèle de "*flexi-sécurité*" à la danoise, vise à rendre le marché du travail plus flexible en facilitant les licenciements économiques, à travers la réforme de l'article 18 du Statut des travailleurs, à réduire la précarité et à favoriser l'embauche des jeunes à travers l'apprentissage.

Le manque de flexibilité et la "*dualité*" du marché du travail entre salariés trop protégés et précaires sont considérés par les économistes comme l'une des raisons de la faible productivité et de la croissance atone qui minent le pays depuis de nombreuses années.

Cette réforme remet en outre à plat l'assurance chômage en créant à partir de 2017 un seul système pour tous les salariés, alors que nombre d'entre eux en sont privés actuellement.

Présentée en mars au Parlement, après une négociation serrée avec les partenaires sociaux, elle se heurte toujours à la vive opposition du principal syndicat italien, la CGIL, tandis que le patronat juge qu'elle ne facilite pas suffisamment les licenciements.

Malgré les "*compromis*" qui ont empêché le gouvernement d'aller aussi loin qu'il le souhaitait notamment sur les licenciements, cette réforme est "*très importante*", "*un pas en avant*" alors que "*personne ne s'y était attaqué depuis dix ans*", analyse Chiara Corsa, économiste de la banque UniCredit.

Maurizio Del Conte, professeur de droit du travail à l'Université Bocconi de Milan, juge en revanche qu'elle n'amène "*aucune nouveauté substantielle*" et qu'elle "*ne sera pas en mesure de relancer l'emploi*" alors que le chômage est à un niveau record, au-dessus de la barre symbolique des 10%.

Un article de l'AFP du 29 juin 2012

Allemagne: le Parlement dit oui au pacte budgétaire et au mécanisme de sauvetage. (30.06)

Le Parlement allemand a approuvé vendredi soir le pacte budgétaire européen et le MES, offrant une large majorité à la chancelière Angela Merkel pour qui ce scrutin "*montre au monde*" que l'Allemagne s'engage pour la monnaie unique.

Une majorité des deux-tiers était requise dans les deux chambres parlementaire, Bundestag et Bundesrat, pour avaliser les deux piliers mis en place par les Européens pour sortir la zone euro de la crise. Elle a été largement atteinte grâce au soutien de deux des trois partis d'opposition, soutien que la chancelière avait activement négocié ces dernières semaines.

A eux seuls, pacte budgétaire et mécanisme de sauvetage ne suffiront pas "*à parachever l'union économique et monétaire*", a reconnu Mme Merkel dans un discours au Bundestag avant le scrutin, mais ils sont "*un pas important qui montre au monde que nous nous engageons pour l'euro*".

Dans son allocution, la chancelière conservatrice a aussi rendu compte aux élus des résultats d'un sommet-marathon des dirigeants européens qui s'était achevé dans la matinée à Bruxelles, et où elle a cédé du terrain sur un certain nombre de points.

Elle a défendu le fruit des négociations comme "*une décision bonne et raisonnable*".

Mme Merkel a levé son veto à l'utilisation des fonds européens pour recapitaliser directement des banques et accepté d'assouplir les conditions du rachat de dette de pays en difficultés par ces mêmes fonds. Le président du principal parti d'opposition SPD (sociaux-démocrates), Sigmar Gabriel, l'a félicitée pour ce geste.

Le MES déjà dépassé par la réalité

Mais le MES tout juste adopté se retrouve ainsi doté de nouvelles attributions avant même son entrée en vigueur. Comme plusieurs fois par le passé les députés allemands, dont plusieurs ont laissé libre cours à leur grogne vendredi, devaient se prononcer sur quelque chose de facto déjà dépassé par la réalité.

"*Nous savons déjà que ce texte sera bientôt obsolète*", a argué la députée d'extrême-gauche (Die Linke) Dagmar Enkelmann, fustigeant "*un enc... du Parlement*".

Mme Merkel a assuré les députés que toute nouvelle compétence du MES, ou changement dans sa nature, serait soumise à leur approbation.

L'aval du SPD et des Verts au pacte budgétaire avait été obtenu au prix d'un engagement de la chancelière à un "*pacte de croissance*" pour l'Europe -que lui réclamaient de toute façon ses partenaires européens et qui a été adopté vendredi par les dirigeants de l'UE.

Mme Merkel a également dû promettre des compensations financières aux Etats régionaux (Länder) pour obtenir la majorité des deux-tiers au Bundesrat. Pacte budgétaire et MES ont obtenu 65 voix sur les 69 représentées à la chambre basse où siègent les Länder.

Le pacte budgétaire, engagement à plus de discipline largement inspiré d'idées allemandes, n'a été ratifié que par une poignée de pays à ce jour. Le président français François Hollande a promis vendredi de le soumettre rapidement au Parlement français.

Le MES pour sa part devait initialement entrer en vigueur au 1er juillet. Il n'en sera rien, certains grands pays comme l'Italie et l'Espagne ne l'ayant toujours pas ratifié. D'autre part, la ratification définitive par l'Allemagne va tarder un peu: le président Joachim Gauck, qui doit apposer sa signature, a annoncé qu'il attendrait quelques semaines, le temps que la Cour constitutionnelle examine une plainte déjà annoncée par Die Linke.

Le Bundestag sera vraisemblablement appelé à se réunir à nouveau dans les semaines à venir pour voter l'aide à l'Espagne puis Chypre. "*Ne partez pas trop loin et ayez votre valise à portée de main*", a lancé son président Norbert Lammert aux députés à la fin de la séance, censée clore l'année parlementaire.

Commentaire.

Ce qui chagrine Die Linke, c'est que le MES sera bientôt "*obsolète*". Rassurez-vous, ils en rajouteront une grosse louche en euro et vous n'aurez plus à vous en plaindre.